

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DES CÔTES D'ARMOR

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de  
91 499 603,50 €.

Siège social : La Croix Tual – Ploufragan, 22440 Ploufragan  
777 456 179 R.C.S Saint Brieuc

*Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire du 28 mars 2017*

#### Partie A. – Comptes sociaux

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole des Côtes d'Armor  
en date du 27 janvier 2017 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 28 mars 2017

#### I. - Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Operations interbancaires et assimilées		173 412	192 752
Caisse, banques centrales		32 574	24 809
Effets publics et valeurs assimilées	5	136 172	137 723
Créances sur les établissements de crédit	3	4 666	30 220
Operations internes au crédit agricole	3	606 837	687 204
Operations avec la clientèle	4	6 530 889	6 397 715
Operations sur titres		547 181	695 998
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	294 191	292 652
Actions et autres titres à revenu variable	5	252 990	403 346
Valeurs immobilisées		803 236	462 743
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	726 930	384 718
Parts dans les entreprises liées	6-7	10 981	10 316
Immobilisations incorporelles	7	235	82
Immobilisations corporelles	7	65 090	67 627
Capital souscrit non verse			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		121 022	134 579
Autres actifs	9	69 164	83 429
Comptes de régularisation	9	51 858	51 150
Total actif		8 782 577	8 570 991

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Operations interbancaires et assimilées		1 536	76 731
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	1 536	76 731
Operations internes au crédit agricole	11	4 201 354	4 265 701
Comptes créditeurs de la clientèle	12	2 081 466	1 998 182
Dettes représentées par un titre	13	659 848	621 523
Comptes de régularisation et passifs divers		317 127	139 441
Autres passifs	14	215 221	44 813

Comptes de régularisation	14	101 906	94 628
Provisions et dettes subordonnées		291 998	307 592
Provisions	15-16-17	110 412	115 573
Dettes subordonnées	19	181 586	192 019
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18	42 000	29 000
Capitaux propres hors FRBG	20	1 187 248	1 132 821
Capital souscrit		91 500	91 500
Primes d'émission		96 371	96 371
Réserves		938 432	884 812
Ecart de réévaluation		47	47
Provisions réglementées et subventions d'investissement		1 376	1 328
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		59 522	58 763
Total passif		8 782 577	8 570 991

Hors-bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		1 129 975	1 254 727
Engagements de financement	28	806 973	666 911
Engagements de garantie	28	322 203	587 610
Engagements sur titres	28	799	206
Engagements reçus		1 569 293	1 536 911
Engagements de financement	28	31 540	61 700
Engagements de garantie	28	1 536 954	1 475 005
Engagements sur titres	28	799	206

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 25
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 26

**II. - Compte de résultat au 31 décembre 2016**

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	33	257 065	273 927
Intérêts et charges assimilés	33	-132 856	-152 625
Revenus des titres à revenu variable	34	18 565	11 579
Commissions Produits	35	116 003	121 368
Commissions Charges	35	-25 135	-25 167
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	310	243
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	287	8 589
Autres produits d'exploitation bancaire	38	4 011	1 664
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-925	-742
Produit net bancaire		237 325	238 836
Charges générales d'exploitation	39	-119 414	-115 584
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-6 021	-6 186
Résultat brut d'exploitation		111 890	117 066
Coût du risque	40	-2 072	-14 035
Résultat d'exploitation		109 818	103 031
Résultat net sur actifs immobilisés	41	-712	320
Résultat courant avant impôt		109 106	103 351
Résultat exceptionnel	42		378
Impôts sur les bénéfices	43	-36 541	-38 012
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-13 043	-6 954
Résultat net de l'exercice		59 522	58 763

### III. – Annexes

#### Note 1 : Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

##### Note 1.1. Cadre juridique et financier

Crédit Agricole des Côtes d'Armor est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole des Côtes d'Armor, 44 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor est agréé, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole des Côtes d'Armor fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,64 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,26 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 2 765 736 actions propres au 31 décembre 2016, soit 0,10 % de son capital, contre 4 027 798 actions propres au 31 décembre 2015.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

##### Note 1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

L'appartenance du Crédit Agricole des Côtes d'Armor au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

###### – Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

###### – Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

###### – Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

– Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

– Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

– Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

– Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

– Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit. Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été doté de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Le dispositif européen de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R.512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, dans la mesure où, en tant qu'organe central et membre du réseau, il doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

Par ailleurs, dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que l'existence de la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sans qu'il soit possible de préjuger des modalités de cette prise en compte. Cette garantie a été consentie en 1988 au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A. par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés.

Enfin, dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

– Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquels Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques); celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

### **Note 1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2016**

Comme en 2015 le contexte de baisse des taux (avec une remontée en fin d'année) a eu des répercussions sur l'activité du Crédit Agricole des Côtes d'Armor concernant l'activité de crédits habitat avec le réaménagement de nombreux crédits.

En parallèle Crédit Agricole des Côtes d'Armor a continué à optimiser son refinancement en remboursant par anticipation des avances globales auprès de Crédit Agricole SA et a remboursé par anticipation des swaps en couverture de juste valeur.

Le coût du risque est en baisse (risque individualisé et coût du risque filières), cf note 40.

La loi de finances a évolué, le taux d'IS est passé de 38 % en 2015 à 34.43 % en 2016.

Le modèle de calcul de la provision épargne logement a été revu (actualisation des taux et baisse des marges sur l'épargne), ce qui conduit à une dotation significative de 4546 milliers d'euros en 2016.

Le modèle de calcul des cotisations à la garantie des dépôts a changé avec un calcul en stock et non plus en flux. Ce nouveau mode de calcul revient à aligner les stocks de cotisations historiquement versés par chaque établissement sur la base des informations communiquées au FGDR par les entités en septembre 2016. Ces nouvelles modalités ont conduit à la comptabilisation d'une charge de 849 milliers d'euros.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole Payment Services (CAPS) a décidé, le 3 mai 2016, l'abandon du projet BOE (back office émetteur : brique de la plateforme 3PG de gestion des opérations et contrats monétiques côté porteurs de cartes) et le retour vers la solution existante, ce qui conduit à la comptabilisation d'une charge de 448 milliers d'euros en 2016 en charges d'exploitation.

– Opération de simplification du groupe Crédit Agricole

L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés à une holding (« SACAM Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. Le prix de cession fixé initialement sur la base des bilans des Caisses régionales de Crédit Agricole arrêtés au 31 décembre 2015, soit 18,025 milliards d'euros, a fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'évolution des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. Cet ajustement s'élève à 517 millions d'euros de sorte que le prix final de cession des CCI et CCA transférés par Crédit Agricole S.A. à SACAM Mutualisation (filiale à 100% des Caisses régionales), s'élève à 18,542 milliards d'euros. Le financement de « SACAM Mutualisation » a été réalisé via un apport en capital des Caisses régionales (souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital de SACAM Mutualisation lui permettant d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole SA). Dans ce cadre, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a participé à l'augmentation de capital de SACAM Mutualisation pour un montant de 329 millions d'euros. Des prêts seniors de Crédit Agricole SA à hauteur de 11 milliards d'euros ont été consentis aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de « SACAM Mutualisation », dont 195 millions d'euros en faveur du Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

Cette opération s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe, d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales et permet le maintien et le renforcement de la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existait déjà indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et de la garantie Switch CCI/CCA.

Post opération, Crédit Agricole des Côtes d'Armor conserve un niveau de solvabilité extrêmement solide. Sa réalisation entraîne le débouclage de la garantie Switch avec effet au 1er juillet 2016 pour sa composante couvrant les CCI/CCA et le remboursement du dépôt auprès de Crédit Agricole SA relatif à cette garantie (5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales et 82 millions d'euros pour Crédit Agricole des Côtes d'Armor).

#### Note 1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2016

Aucun événement postérieur à la clôture pour Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

#### Note 2. - principes et méthodes comptables

Les états financiers de Crédit Agricole des Côtes d'Armor sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, Crédit Agricole des Côtes d'Armor publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole des Côtes d'Armor est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1 <sup>ère</sup> application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans Crédit Agricole des Côtes d'Armor
Règlement ANC N°2015-04 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social Chapitres 1 à 3 et chapitres 5 à 7	04 juin 2015	1er janvier 2016	Non
Règlement ANC N°2015-05 Relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture	02 juillet 2015	1er janvier 2017 ou par anticipation au 1er janvier 2016	Non
Règlement ANC N°2015-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général	23 novembre 2015	1er janvier 2016	Oui
Règlement ANC N°2016-01 relatif aux comptes annuels de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National (AGFPN)	05 février 2016	1er janvier 2016	Non
Règlement de l'ANC N° 2016-02 relatif aux comptes annuels des organismes de titrisation	11 mars 2016	1er janvier 2017 ou par anticipation au 1er janvier 2016	Non

Règlement de l'ANC N° 2016-03 relatif aux règles comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI)	15 avril 2016	1er janvier 2017 ou par anticipation au 1er janvier 2016	Non
Règlement de l'ANC N° 2016-04 relatif aux sociétés de libre partenariat	1er juillet 2016	31 décembre 2016	Non
Règlement de l'ANC N°2016-06 relatif aux règles comptables applicables aux organismes de placement collectif immobilier	14 octobre 2016	1er janvier 2016	Non
Règlement de l'ANC N°2016-07 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général	04 novembre 2016	1er janvier 2016	Oui
Règlement de l'ANC N°2016-12 modifiant le règlement ANC N°2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance	12 décembre 2016	1er janvier 2016	Non
Version consolidée du règlement N°99-01 rassemblant l'ensemble des textes comptables applicables au secteur associatif.	20 septembre 2016	1er janvier 2016	Non

Avertissement : suite à une modification des règles de calcul des tableaux de l'annexe, des écarts potentiels d'arrondis peuvent exister entre les données N-1 et celles publiées lors de l'exercice précédent.

### Note 2.1. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit Crédit Agricole S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

#### – Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de trente jours d'impayés.

Le montant des créances restructurées détenues par Crédit Agricole des Côtes d'Armor s'élève à 21118 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 26777 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Sur ces prêts, des décotes sont comptabilisées pour un montant de 17 milliers d'euros.

#### – Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,

- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole des Côtes d'Armor distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

- Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole des Côtes d'Armor par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrits dans la marge d'intérêt.

-Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Par ailleurs, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions Risques pays ou les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

-Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués « du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays ». (Note de la Commission Bancaire du 24 décembre 1998).

Lorsque ces créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole des Côtes d'Armor le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'il a de son activité.

## **Note 2.2. Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

-Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;

- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opération significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme,

- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.

Hormis dans les cas prévus conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

– Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

- Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

- Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole des Côtes d'Armor dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

– Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole des Côtes d'Armor dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

– Titres de l'activité de portefeuille

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.



Crédit Agricole des Côtes d'Armor satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

- Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme
- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

#### - Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole des Côtes d'Armor détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole des Côtes d'Armor utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

#### - Dates d'enregistrement

Crédit Agricole des Côtes d'Armor enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

#### -Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

#### - Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a pas opéré, en 2016, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

#### - Rachat d'actions propres

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concerné.

### **Note 2.3. Immobilisations**

Crédit Agricole des Côtes d'Armor applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole des Côtes d'Armor, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans
Second œuvre	20 à 30 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole des Côtes d'Armor sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### Note 2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### Note 2.5. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;
- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

#### Note 2.6. Provisions

Crédit Agricole des Côtes d'Armor applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC.

– Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, Crédit Agricole des Côtes d'Armor constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de Crédit Agricole des Côtes d'Armor à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter Crédit Agricole des Côtes d'Armor au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

#### **Note 2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole des Côtes d'Armor à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor s'est effectivement doté dès 2011 d'un FRBG sur la sphère des risques liés à son activité (risque opérationnel, risque crédit, de liquidité...). L'encours global du FRBG est de 42 millions d'euros au 31/12/2016, de 29 millions d'euros au 31/12/2015.

#### **Note 2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

##### **– Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

##### **– Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

– Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole des Côtes d'Armor intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels,
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

– Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

### **Note 2.9. Opérations en devises**

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les dotations aux succursales, les immobilisations des implantations à l'étranger, les titres d'investissement et de participation en devises achetés contre euros sont convertis en euros au cours du jour de la transaction. Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole des Côtes d'Armor à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

### **Note 2.10. Intégration des succursales à l'étranger**

Crédit Agricole mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concerné.

### **Note 2.11. Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 28 et 29.

### **Note 2.12. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord signé par les partenaires sociaux pour les années 2014 à 2016.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

### **Note 2.13. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

– Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole des Côtes d'Armor provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés.

Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Crédit Agricole des Côtes d'Armor fait bénéficier tout ou partie de ses salariés à différents régimes à prestations définies :

- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés
- retraites des cadres de Direction
- retraite du Président du Conseil

– Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **Note 2.14. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

– Plans de stock-options

Les plans de stock-options accordés à certaines catégories de salariés sont enregistrés lors de la levée de l'option. Cette levée donne lieu soit à une émission d'actions, enregistrée conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital, soit à la mise à disposition d'actions propres aux salariés préalablement acquises à la levée par Crédit Agricole S.A. et comptabilisées conformément aux dispositions détaillées dans le paragraphe « rachat d'actions propres ».

– Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 20 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

#### **Note 2.15. Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

#### **Note 2.16. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), Crédit Agricole des Côtes d'Armor a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

#### **Note 3 : Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	1 795				1 795		1 795	1 374
à terme	2 317				2 317		2 317	2 611
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								25 681
Prêts subordonnés				554	554		554	554

Total	4 112			554	4 666		4 666	30 220
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							4 666	30 220
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	62 344				62 344		62 344	87 804
Comptes et avances à terme	1 505	143 403	228 573	167 949	541 430	2 977	544 407	571 095
Titres reçus en pension livrée						86	86	
Prêts subordonnés								28 305
Total	63 849	143 403	228 573	167 949	603 774	3 063	606 837	687 204
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							606 837	687 204
Total							611 503	717 424

– Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 554 milliers d'euros.

Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 24 154 milliers d'euros.

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

#### Note 4 : Opérations avec la clientèle

##### Note 4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	11 152				11 152		11 152	11 772
Autres concours à la clientèle	294 649	722 272	2 596 118	2 987 277	6 600 316	23 640	6 623 956	6 492 599
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	37 078				37 078	548	37 626	41 371
Dépréciations							-141 845	-148 027
Valeur nette au bilan							6 530 889	6 397 715

– Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 128 milliers d'euros.

Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 22 317 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 153 975 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2016 contre 942 345 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2016 s'élève à 21118 milliers d'euros contre 26777 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

##### Note 4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM-TOM)	6 633 102	6 519 061
Autres pays de L'U.E.	8 585	
Autres pays d'Europe	2 361	
Amérique du Nord	1 322	
Amérique Centrale et Latine	340	
Afrique et Moyen-Orient	2 239	
Asie et Océanie (hors Japon)	478	
Japon	119	
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	6 648 546	6 519 061
Créances rattachées	24 188	26 681
Dépréciations	-141 845	-148 027
Valeur nette au bilan	6 530 889	6 397 715

##### Note 4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(En milliers d'euros)	31/12/2016					31/12/2015				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	6 657 202	212 779	122 016	-141 845	-90 895	6 542 028	217 349	120 391	-148 027	-89 859
Autres pays de L'U.E.	8 649	1 470	1 457			3 714	217	216		
Autres pays d'Europe	2 368	85								
Amérique du Nord	1 324	30	30							
Amérique Centrale et Latine	341									
Afrique et Moyen-Orient	2 253	170	170							
Asie et Océanie (hors Japon)	478									
Japon	119									
Non ventilés et organismes internationaux										
<b>Total</b>	<b>6 672 734</b>	<b>214 534</b>	<b>123 673</b>	<b>-141 845</b>	<b>-90 895</b>	<b>6 545 742</b>	<b>217 566</b>	<b>120 607</b>	<b>-148 027</b>	<b>-89 859</b>

**Note 4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques**

(En milliers d'euros)	31/12/2016					31/12/2015				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	2 908 171	43 940	25 672	-22 791	-15 068	2 724 871	43 920	26 896	-24 219	-16 598
Agriculteurs	1 238 091	85 029	41 924	-58 651	-32 414	1 254 194	84 383	38 909	-59 963	-30 427
Autres professionnels	691 865	32 300	20 896	-21 372	-15 085	675 280	33 495	23 330	-22 298	-16 928
Clientèle financière	192 854	6 336	4 470	-4 289	-3 259	185 955	9 106	1 952	-6 830	-1 326
Entreprises	1 011 143	46 896	30 708	-34 720	-25 066	1 064 284	46 623	29 489	-34 678	-24 549
Collectivités publiques	585 688					596 630				
Autres agents économiques	44 922	33	3	-22	-3	44 528	39	31	-39	-31
<b>Total</b>	<b>6 672 734</b>	<b>214 534</b>	<b>123 673</b>	<b>-141 845</b>	<b>-90 895</b>	<b>6 545 742</b>	<b>217 566</b>	<b>120 607</b>	<b>-148 027</b>	<b>-89 859</b>

**Note 5. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille**

(En milliers d'euros)	31/12/2016					31/12/2015
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				134 770	134 770	136 324
dont surcote restant à amortir				13 883	13 883	15 452
dont décote restant à amortir				-113	-113	-127
Créances rattachées				1 402	1 402	1 399
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				136 172	136 172	137 722
Obligations et autres titres à revenu fixe (1) :						
Emis par organismes publics				3 307	3 307	3 367
Autres émetteurs		5 715		283 202	288 917	287 547
dont surcote restant à amortir		1 057		3 930	4 987	4 529
dont décote restant à amortir				-859	-859	-1 011
Créances rattachées		18		3 802	3 820	3 665
Dépréciations		-1 853			-1 853	-1 927
Valeur nette au bilan		3 880		290 311	294 191	292 652
Actions et autres titres à revenu variable		253 117			253 117	403 695
Créances rattachées						
Dépréciations		-127			-127	-349
Valeur nette au bilan		252 990			252 990	403 346
<b>Total</b>		<b>256 870</b>		<b>426 483</b>	<b>683 353</b>	<b>833 720</b>
Valeurs estimatives		267 442		455 460	722 902	866 204

(1) : dont 46 471 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre et 53 362 milliers d'euros au 31 décembre 2015

– Transferts de titres en cours d'exercice :

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a transféré aucun titre d'une catégorie à une autre au cours de l'année 2016.

– Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 3322 milliers d'euros (il s'agit de remboursements de TSR CASA à la demande de l'émetteur). Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 0 milliers d'euros.

– Valeurs estimatives :

Les plus-values latentes présentées ci-dessous ne sont pas compensées avec les moins-values latentes.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 10591 milliers d'euros au 31 décembre 2016, contre 7 274 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2016, contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 34 582 milliers d'euros au 31 décembre 2016, contre 30 461 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 0 milliers d'euros, à 0 milliers d'euros pour les obligations et les autres titres à revenu fixe et à 0 milliers d'euros pour les actions et autres titres à revenu variable.

**Note 5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie**

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Administration et banques centrales (y compris Etats) (1)	3 307	3 367
Etablissements de crédit	171 429	164 899
Clientèle financière	359 916	510 572
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	10 689	15 771
Divers et non ventilés		
Total en principal	545 341	694 609
Créances rattachées	3 820	3 665
Dépréciations	-1 980	-2 276
Valeur nette au bilan	547 181	695 998
(1) Crédit Agricole des Côtes d'Armor détient des titres de dettes souveraines (titre d'investissement CADES, France).		

Pour ce titre, la valeur nette au bilan est de 3307 milliers d'euros.

**Note 5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable**

(En milliers d'euros)	31/12/2016				31/12/2015			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	292 224	134 770	253 117	680 111	290 914	136 324	403 695	830 933
dont titres cotés	190 909	134 770		325 679	184 599	136 324		320 923
dont titres non cotés (1)	101 315		253 117	354 432	106 315		403 695	510 010
Créances rattachées	3 820	1 402		5 222	3 665	1 399		5 064
Dépréciations	-1 853		-127	-1 980	-1 927		-349	-2 276
Valeur nette au bilan	294 191	136 172	252 990	683 353	292 652	137 723	403 346	833 721

– Commentaires :

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

OPCVM français 252 990 milliers d'euros  
dont OPCVM français de capitalisation 212 959 milliers d'euros

OPCVM étrangers 0 milliers d'euros  
dont OPCVM étrangers de capitalisation 0 milliers d'euros

Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 242 223 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2016 s'élève à 250 217 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires		
OPCVM obligataires	8	8
OPCVM actions	244 260	252 458
OPCVM autres	8 722	10 975
Total	252 990	263 441



**Note 5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	11 701	16 650	93 160	170 713	292 224	3 820	296 044	294 579
Dépréciations							-1 853	-1 927
Valeur nette au bilan	11 701	16 650	93 160	170 713	292 224	3 820	294 191	292 652
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute			11 633	123 137	134 770	1 402	136 172	137 723
Dépréciations								
Valeur nette au bilan			11 633	123 137	134 770	1 402	136 172	137 723

**Note 5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique**

(En milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DOM-TOM)	365 911	1 826	357 016	1 826
Autres pays de l'U.E.	30 180		31 033	
Autres pays d'Europe	30 903		39 189	
Amérique du Nord				
Amérique Centrale et Latine				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	426 994	1 826	427 238	1 826
Créances rattachées	5 222		5 064	
Dépréciations	-1 853	-1 826	-1 927	-1 826
Valeur nette au bilan	430 363		430 375	

**Note 6 : Titres de participation et de filiales**

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2016.

INFORMATIONS FINANCIERES	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus -		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole des Côtes d'Armor											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :											
Participations dans des établissements de crédit :											
Autres parts dans les entreprises liées :		6 358	-8 628		14 260	7 554	4 719	0	693	-101	0
SCI Patriconti	EUR	1	-168	100,00%	1 244	1 051	202		195	90	0
SARL Patrimono	EUR	2 048	-2 307	100,00 %	4 046	0	705		1	-124	0
SARL SIBC	EUR	8	320	100,00 %	5 903	5 903	1 140		496	65	0
SNC Cofinim	EUR	3 701	-6 472	66,66 %	2 467	0	2 672		0	-132	0
Le Village by CA des Côtes d'Armor	EUR	600	0	100,00 %	600	600	0				0
Autres titres de participation :		23 073 897	15 967 638		717 906	708 490	7 217	0	98 982	554 607	16 620
SACAM Développement	EUR	725 471	62 071	1,75 %	12 811	12 811	5 992		97 358	27 580	535
SACAM Participations	EUR	62 558	12 051	1,94 %	1 408	1 408			249	1 493	0
SACAM Avenir	EUR	145 931	-122	1,09 %	1 593	1 592			0	-27	0
UNEXO	EUR	134 113	47 018	9,13 %	13 882	13 882			196	1 508	0
SAS CA Bretagne Venture	EUR	1 784	209	16,66 %	297	297			0	-5	0

SAS CAB2H	EUR	7 500	-2 603	25,00 %	5 000	1 264	1 225	1 170	-1 217	0
SACAM International	EUR	522 023	89 908	1,75 %	15 737	10 428		0	16 943	315
SAS CABREPAR	EUR	6 160	-354	25,00 %	1 540	1 540		0	-5	0
SAS Rue La Boetie	EUR	2 616 980	15 756 449	1,75 %	329 559	329 559	0	0	501 995	15 556
SACAM Mutualisation	EUR	18 556 677		1,78 %	329 356	329 356				0
SACAM Fireca	EUR	22 510	-653	1,62 %	725	355		0	10	0
SACAM Immobilier	EUR	139 588	4 036	1,97 %	2 749	2 749		9	4 180	74
C2MS	EUR	53 053	1 207	3,63 %	1 925	1 925		0	3 721	140
SAS DELTA	EUR	79 550	-1 578	1,75 %	1 324	1 324		0	-1 570	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole des Côtes d'Armor										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (ensemble)										
Participations dans des établissements de crédit (ensemble)										
Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)	EUR				30	30	1 468			0
Autres titres de participation (ensemble)	EUR				4 465	3 728	467			169
Total parts dans les entreprises liées et participations					736 661	719 802	13 871	0	99 675	554 506
										16 789

(1) Attention : L'information "résultat du dernier exercice" concerne le résultat de l'exercice en cours.

#### Note 6.1. Valeur estimative des titres de participation

(En milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	14 260	7 555	13 660	6 955
Titres cotés				
Avances consolidables	6 186	3 301	6 026	3 240
Créances rattachées	126	126	122	122
Dépréciations	-9 591		-9 492	
Valeur nette au bilan	10 981	10 982	10 316	10 317
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	722 400	888 434	376 486	516 549
Titres cotés				
Avances consolidables	7 684	7 638	8 530	8 530
Créances rattachées	91	91	98	98
Dépréciations	-10 198		-10 203	
Sous-total titres de participation	719 977	896 163	374 911	525 177
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	2 364	3 847	4 349	5 832
Titres cotés				
Avances consolidables	5 329	4 642	5 506	5 506
Créances rattachées	7	7	7	7
Dépréciations	-747		-55	
Sous-total autres titres détenus à long terme	6 953	8 496	9 807	11 345
Valeur nette au bilan	726 930	904 659	384 718	536 522
Total des titres de participation	737 911	915 641	395 034	546 839

(En milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	739 024		394 495	

Titres cotés			
Total	739 024		394 495

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

#### Note 7 : Variation de l'actif immobilisé

##### — Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	13 660	600			14 260
Avances consolidables	6 026	185	-25		6 186
Créances rattachées	122	124	-120		126
Dépréciations	-9 492	-99			-9 591
Valeur nette au bilan	10 316	810	-145		10 981
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	376 486	345 914			722 400
Avances consolidables	8 530	15 782	-16 628		7 684
Créances rattachées	98	278	-285		91
Dépréciations	-10 203	-95	100		-10 198
Sous-total titres de participation	374 911	361 879	-16 813		719 977
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	4 349		-1 985		2 364
Avances consolidables	5 506		-177		5 329
Créances rattachées	7	32	-32		7
Dépréciations	-55	-692			-747
Sous-total autres titres détenus à long terme	9 807	-660	-2 194		6 953
Valeur nette au bilan	384 718	361 219	-19 007		726 930
Total	395 034	362 029	-19 152		737 911

(1) La rubrique "autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

La variation sur les titres de participation sont essentiellement liées à la souscription des titres Sacam Mutualisation (cf note 1.3)

##### — Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2016
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	143 172	3 411	-53		146 530
Amortissements et dépréciations	-75 545	-5 936	41		-81 440
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	67 627	-2 525	-12		65 090
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	2 474	237			2 711
Amortissements et dépréciations	-2 392	-84			-2 476
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					

Valeur nette au bilan	82	153			235
Total	67 709	-2 372	-12		65 325

## Note 8 : Actions propres

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concerné.

## Note 9 : Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	67 857	81 761
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	1 307	1 668
Valeur nette au bilan	69 164	83 429
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	6 279	11 415
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	719	557
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	5 323	1 621
Autres produits à recevoir	39 537	37 557
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation		
Valeur nette au bilan	51 858	51 150
Total	121 022	134 579

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 0 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

## Note 10 : Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2016	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisa tion	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	148 027	39 369	-43 505	-2 046		141 845
Sur opérations sur titres	2 276	81	-377			1 980
Sur valeurs immobilisées	19 936	887	-100			20 723
Sur autres actifs	2	18				20
Total	170 241	40 355	-43 982	-2 046		164 568

## Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2016						31/12/2015	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	518				518		518	1
à terme		23	435	555	1 013	5	1 018	1 270
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								75 460
Valeur au bilan	518	23	435	555	1 531	5	1 536	76 731
Opérations internes au Crédit Agricole								

Comptes ordinaires	3 981				3 981	31	4 012	4 150
Comptes et avances à terme	559 929	1 144 005	1 915 164	575 637	4 194 735	2 521	4 197 256	4 261 551
Titres donnés en pension livrée						86	86	
Valeur au bilan	563 910	1 144 005	1 915 164	575 637	4 198 716	2 638	4 201 354	4 265 701
Total	564 428	1 144 028	1 915 599	576 192	4 200 247	2 643	4 202 890	4 342 432

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. Cadre Juridique et Financier).

## Note 12 : Comptes créditeurs de la clientèle

### Note 12.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 375 264				1 375 264	51	1 375 315	1 221 537
Comptes d'épargne à régime spécial :	35 003				35 003		35 003	30 467
à vue	35 003				35 003		35 003	30 467
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	327 636	107 176	221 506	8 018	664 336	6 812	671 148	746 178
à vue	16 221				16 221		16 221	13 626
à terme	311 415	107 176	221 506	8 018	648 115	6 812	654 927	732 552
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	1 737 903	107 176	221 506	8 018	2 074 603	6 863	2 081 466	1 998 182

### Note 12.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique

L'activité de Crédit Agricole des Côtes d'Armor en dehors de la France est non significative.

### Note 12.3. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Particuliers	931 992	897 013
Agriculteurs	132 945	122 121
Autres professionnels	113 118	116 180
Clientèle financière	37 969	26 936
Entreprises	753 992	717 253
Collectivités publiques	7 772	9 920
Autres agents économiques	96 815	101 524
Total en principal	2 074 603	1 990 947
Dettes rattachées	6 863	7 235
Valeur au bilan	2 081 466	1 998 182

## Note 13 : Dettes représentées par un titre

### Note 13.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)	7 000	417 750	201 658	30 150	656 558	3 290	659 848	621 523
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	7 000	417 750	201 658	30 150	656 558	3 290	659 848	621 523

(1) dont 50000 milliers d'euros émis à l'étranger.

### Note 13.2. Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concerné.

## Note 14 : Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	205 956	36 064
Versements restant à effectuer sur titres	9 265	8 749
Valeur au bilan	215 221	44 813
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	15 570	13 943
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	35 879	33 707
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	6 002	5 323
Autres charges à payer	44 455	41 655
Autres comptes de régularisation		
Valeur au bilan	101 906	94 628
Total	317 127	139 441

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

#### Note 15 : Provisions

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Provisions pour engagements de retraite et assimilés (10)	100			-21		79
Provisions pour autres engagements sociaux	792	87	-37			842
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	2 896	495	-31	-34		3 326
Provisions pour litiges fiscaux (1)	231	165	-214			182
Provisions pour autres litiges	7 452	1 246	-3 356	-714		4 628
Provision pour risques pays (2)						
Provisions pour risques de crédit (3)	74 700	9 049		-13 191		70 558
Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)	5 303			-867		4 436
Provisions sur participations (6)						
Provisions pour risques opérationnels (7)	8 443	124	-124			8 443
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	9 691	4 546				14 237
Autres provisions (9)	5 965	1 700	-2 948	-1 036		3 681
Valeur au bilan	115 573	17 412	-6 710	-15 863		110 412

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Non concerné

(3) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles Bâle II.

(4) Non concerné

(5) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale

(6) Non concerné

(7) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(8) Voir note 16 ci-après

(9) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement

(10) Pas d'évolution significative

– Information sur les provisions d'un montant individuellement significatif :

Epargne logement : mise à jour du modèle de calcul de la provision au 31/12/2016. La variation de provision est essentiellement due à la révision de la marge épargne, à la mise à jour des taux et de la liquidité et à l'actualisation des écoulements de PEL.

Les provisions pour litige évoluent de -2873 milliers d'euros essentiellement par :

- Litiges fiscaux :	- 49 milliers d'euros
- Litiges clientèle :	- 1243 milliers d'euros
- Litiges divers (architecte) :	- 1581 milliers d'euros

Autres provisions : la reprise de 2016 de 2948 milliers d'euros correspond essentiellement à une reprise sur notre encours de DAT progressifs pour 2627 milliers d'euros (provision correspondant au différentiel de taux entre le TIE et le taux progressif).

#### Note 16 : Epargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	871 752	732 064
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	655 140	642 729
Ancienneté de plus de 10 ans	279 685	291 151
Total plans d'épargne-logement	1 806 577	1 665 943
Total comptes épargne-logement	198 504	198 501
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 005 081	1 864 445

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Plans d'épargne-logement	21 524	28 820
Comptes épargne-logement	96 697	121 433
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	118 221	150 253

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	6 346	3 867
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 672	2 379
Ancienneté de plus de 10 ans	4 219	3 445
Total plans d'épargne-logement	14 237	9 691
Total comptes épargne-logement	0	0
Total provision au titre des contrats épargne-logement	14 237	9 691

(En milliers d'euros)	01/01/N	Dotations	Reprises	31/12/N
Plans d'épargne-logement	9 691	4 546		14 237
Comptes épargne-logement				0
Total provision au titre des contrats épargne-logement	9 691	4 546	0	14 237

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2016 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

#### Note 17 : Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

- Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

- Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

-Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Dette actuarielle au 31/12/N-1	17 667	18482
Coût des services rendus sur l'exercice	1 413	1365
Coût financier	359	276
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	-214
Variation de périmètre	-72	-134
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-725	-1277
(Gains) / pertes actuariels	1 561	-829
Dette actuarielle au 31/12/N	20 203	17 667

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Coût des services rendus	1 413	1 365
Coût financier	359	276
Rendement attendu des actifs	-304	-235
Coût des services passés	0	-214
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	119	174
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	0
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	1 587	1 365

— Variations de juste valeur des actifs des régimes

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	16104	15 779
Rendement attendu des actifs	304	235
Gains / (pertes) actuariels	-31	115
Cotisations payées par l'employeur	1608	1 386
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-72	-134
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-725	-1277
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N	17 188	16 104

— Composition des actifs des régimes

– Définition :

Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée\* à l'entreprise présentant les états financiers, si les produits des contrats d'assurance :

\* des parties sont considérées être liées si une partie peut contrôler l'autre partie ou exercer une influence notable sur l'autre partie lors de la prise de décisions financières et opérationnelles. Pour une Caisse régionale ou une filiale de Crédit Agricole S.A., Prédica n'est pas une partie liée. Prédica est une partie liée uniquement vis-à-vis de Crédit Agricole S.A.

a) peuvent être utilisés uniquement pour payer ou attribuer des avantages au personnel dans le cadre d'un régime à prestations définies ;

b) sont hors de portée des créanciers de l'entreprise présentant les états financiers (même en cas de faillite) et ne peuvent pas être restitués à l'entreprise présentant les états financiers, à moins que

i) les produits restitués correspondent à un excédent d'actifs non nécessaires pour satisfaire toutes les obligations couvertes par le contrat d'assurances ; ou

ii) les produits sont restitués à l'entreprise présentant les états financiers en remboursement des avantages déjà payés par elle au personnel.



## — Variations de la provision

(En milliers d'euros)	31/12/N	31/12/N-1
Dette actuarielle au 31/12/N	-20203	-17667
Impact de la limitation d'actifs	0	0
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	2937	1464
Juste valeur des actifs fin de période	17188	16104
Position nette (passif) / actifs au 31/12/N	-79	-100

## — Rendement des actifs des régimes

Le rendement effectif des actifs des régimes est de 1.58 %

## — Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2016, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4.34 % ;
- une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4.72 %.

## Note 18 : Fonds pour risques bancaires généraux

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Fonds pour risques bancaires généraux	42 000	29 000
Valeur au bilan	42 000	29 000

## Note 19 : Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
C/C bloqués des Caisses Locales				181 197	181 197	389	181 586	192 019
Dépôts de Garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan				181 197	181 197	389	181 586	192 019

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans, montants en euros.

## — Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 3 379 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 2 124 milliers d'euros au 31 décembre 2015 (le montant présenté en 2015 de 1850 milliers d'euros incluait les charges relatives aux BMTN subordonnés des Caisses Locales mais pas celles relatives aux comptes courants bloqués des Caisses Locales).

## Note 20 : Variation des capitaux propres (avant répartition)

## — Variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Capitaux propres							Total des capitaux propres
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	
Solde au 31/12/2014	91 500	591 317	235 873	98 548	47	1 359	61 331	1 079 975

Dividendes versés au titre de N-2				-5 886				-5 886
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		41 559	13 853	5 919			-61 331	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							58 763	58 763
Autres variations						-31		-31
Solde au 31/12/2015	91 500	632 876	249 726	98 581	47	1 328	58 763	1 132 821
Dividendes versés au titre de N-1							-5 143	-5 143
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		40 215	13 405				-53 620	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							59 522	59 522
Autres variations						48		48
Solde au 31/12/2016	91 500	673 091	263 131	98 581	47	1 376	59 522	1 187 248

– Commentaires :

Capital :

- Le capital souscrit non appelé s'élève à 0 milliers d'euros.
- Le montant des Certificats Coopératifs d'Investissement achetés pendant l'exercice est de 0 milliers d'euros.
- Le montant des Certificats Coopératifs d'Investissement vendus pendant l'exercice est de 0 milliers d'euros.

Primes, autres réserves et report à nouveau :

- Dont 95 025 milliers d'euros de primes d'émission, dont 1 346 milliers d'euros de primes de fusion.
- Dont 0 milliers d'euros de variation des écarts d'évaluation.

Variation de capital :

- Dont émission de Certificats Coopératifs d'Association : 22875 milliers d'euros ont été transférés de Crédit Agricole SA à Sacam mutualisation (cf note 1.3, opération de simplification capitalistique).

Dividendes versés au titre de N-1 :

Le résultat de l'année 2015 a fait l'objet de distribution de dividendes en 2016 pour 5143 milliers d'euros :

- 4410 milliers d'euros versés à CASA au titre des CCA
- 733 milliers d'euros versés aux Caisses Locales au titre des parts sociales

#### Note 21 : Composition des fonds propres

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres	1 187 248	1 132 821
Fonds pour risques bancaires généraux	42 000	29 000
Dettes subordonnées et titres participatifs	181 586	192 019
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	1 410 834	1 353 840

#### Note 22 : Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Solde N	Solde N-1
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	217	220
Sur les établissements de crédit et institutions financières	91	220
Sur la clientèle	126	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	3 152	3 562
Sur les établissements de crédits et institutions financières		138
Sur la clientèle	3 152	3 424
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	700	700
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit	700	700

Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

## Note 23 : Transactions effectuées avec les parties liées

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a pas eu de transaction significative avec les parties liées en 2016.

## Note 24 : Opérations effectuées en devises

— Contributions par devise au bilan

(En milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	8 854 794	8 659 689	8 647 074	8 458 479
Autres devises de l'Union Europ.	1 146	1 146	1 723	1 723
Franc Suisse	667	667	616	616
Dollar	4 409	4 409	4 082	4 082
Yen	1 076	1 076	182	182
Autres devises	497	497	525	525
Valeur brute	8 862 589	8 667 484	8 654 202	8 465 607
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	84 555	115 093	87 029	105 384
Dépréciations	-164 567		-170 240	
Total	8 782 577	8 782 577	8 570 991	8 570 991

## Note 25 : Opérations de change, prêts et emprunts en devises

(En milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	23 937	23 919	22 482	22 472
Devises	11 772	11 772	11 388	11 388
Euros	12 165	12 147	11 094	11 084
Prêts et emprunts en devises				
Total	23 937	23 919	22 482	22 472

## Note 26 : Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	3 572 231	227 070	3 799 301	3 409 459
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	3 572 231	227 070	3 799 301	3 409 459
Swaps de taux d'intérêt	3 572 231	227 070	3 799 301	3 409 459
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
F.R.A.				

Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles	20 057	32 366	52 423	63 970
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré	20 057	32 366	52 423	63 970
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés	20 057		20 057	23 000
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		16 183	16 183	20 485
Vendus		16 183	16 183	20 485
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	3 592 288	259 436	3 851 724	3 473 429

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

**Note 26.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

[illegible]

Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 030 257	1 672 379	1 149 088	1 030 257	1 672 379	1 149 088			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	47 856			47 856					
Sous total	47 856			47 856					
Total	1 078 113	1 672 379	1 149 088	1 078 113	1 672 379	1 149 088			

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2015			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	40 970			40 970					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	990 765	1 113 794	1 304 900	990 765	1 113 794	1 304 900			
Caps, Floors, Collars			23 000			23 000			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 031 735	1 113 794	1 327 900	1 031 735	1 113 794	1 327 900			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	44 955			44 955					
Sous total	44 955			44 955					
Total	1 076 690	1 113 794	1 327 900	1 076 690	1 113 794	1 327 900			

**Note 26.2. Instruments financiers à terme : juste valeur**

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2016	Juste Valeur Négative au 31/12/2016	Encours Notionnel au 31/12/2016	Juste Valeur Positive au 31/12/2015	Juste Valeur Négative au 31/12/2015	Encours Notionnel au 31/12/2015
Futures						
Options de change			32 366			40 970
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	252 660	91 029	3 799 301	265 418	106 425	3 409 459
Caps, Floors, Collars		138	20 057		134	23 000
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	252 660	91 167	3 851 724	265 418	106 559	3 473 429
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			47 856			44 955
Sous total			47 856			44 955
Total	252 660	91 167	3 899 580	265 418	106 559	3 518 384

**Note 26.3. Information sur les Swaps**

— Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		415784	3156446	227070

Contrats assimilés (1)			
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.			

— Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille

(En milliers d'euros)	Classification au 31/12/2015			
Nouveau portefeuille	Position	Micro	Macro	Swaps de
Ancien portefeuille	Ouverte isolée	Couverture	Couverture	Transaction
Position ouverte isolée				
Micro-couverture				
Macro-couverture				
Swaps de transaction				

#### Note 27 : Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

— Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31/12/N			31/12/N-1		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	0	0	0	0	0	0
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	246 807	24 873	271 680	276 473	24 466	300 939
Risques sur les autres contreparties	4 950	1 444	6 394	5 040	1 171	6 211
Total avant effet des accords de compensation	251 757	26 317	278 074	281 513	25 637	307 150
dont risques sur contrats de :						0
Taux d'intérêt, change et matières premières	251 757	26 317	278 074	281 513	25 637	307 150
Dérivés actions et sur indices			0	0	0	0
Total avant effet des accords de compensation	251 757	26 317	278 074	281 513	25 637	307 150
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	83 076	0	83 076	77 287	0	0
Total après effet des accords de compensation et de collatéralisation	168 681	26 317	194 999	204 226	25 637	307 150

\*calculé selon les normes prudentielles Bâle 2

En 2015, les effets de la compensation et de la collatéralisation n'avaient pas été présentés.

#### Note 28 : Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	806 973	666 911

Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 701	38 273
Engagements en faveur de la clientèle	805 272	628 638
Ouverture de crédits confirmés	492 049	384 205
Ouverture de crédits documentaires	961	1 444
Autres ouvertures de crédits confirmés	491 088	382 761
Autres engagements en faveur de la clientèle	313 223	244 433
Engagements de garantie	322 203	587 610
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	154 350	396 851
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	154 350	396 851
Engagements d'ordre de la clientèle	167 853	190 759
Cautions immobilières	8 874	12 492
Autres garanties d'ordre de la clientèle	158 979	178 267
Engagements sur titres	799	206
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	799	206
Engagements reçus		
Engagements de financement	31 540	61 700
Engagements reçus d'établissements de crédit	31 540	61 700
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	1 536 954	1 475 005
Engagements reçus d'établissements de crédit	171 841	186 595
Engagements reçus de la clientèle	1 365 113	1 288 410
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	146 595	163 379
Autres garanties reçues	1 218 518	1 125 031
Engagements sur titres	799	206
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	799	206

Engagements donnés de garantie d'ordre d'établissements de crédit – Autres garanties : dont 151 694 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 394074 milliers d'euros.

#### Note 29 : Actifs donnés et reçus en garantie

— Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2016, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a apporté 1 824 890 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe

Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 688 411 milliers d'euros en 2015. Crédit Agricole des Côtes d'Armor conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a apporté :

- 1 153 918 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 002 157 milliers d'euros en 2015 ;
- 109 461 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 110 683 milliers d'euros en 2015 ;
- 561 510 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 575 570 milliers d'euros en 2015.

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 0 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 25681 milliers d'euros au 31 décembre 2015, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 277417 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 340166 milliers d'euros au 31 décembre 2015 les garanties détenues par Crédit Agricole des Côtes d'Armor et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

#### Note 30 : Engagements donnés aux entreprises liées

Crédit Agricole des Côtes d'Armor a apporté une garantie de 700 milliers d'euros au Crédit Agricole du Finistère sur des financements accordés à l'entreprise liée CAB2H.

## Note 31 : Engagements de crédit-bail

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concerné.

## Note 32 : Opérations de désendettement de fait et de titrisation

**Note 32.1. Désendettement de fait**

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

**Note 32.2. Titrisation**

Le 21 octobre 2015, avec l'opération « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 », le Groupe a initié une opération de titrisation portant sur les créances habitat des 39 Caisses régionales. Cette transaction est le premier RMBS réalisé en France par le Groupe avec cession « true sale » des créances habitat.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 » pour un montant de 9,932 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT pour un montant de 10 milliards d'euros se répartissant en 8,6 milliards d'euros d'obligations senior et 1,4 milliards d'euros de titres subordonnés.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, Crédit Agricole des Côtes d'Armor a cédé, à l'origine, un portefeuille de crédits habitat pour un montant de 94.8 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2015. Elle a souscrit des obligations seniors pour 82.2 millions d'euros et des titres subordonnés pour 13.4 millions d'euros. Une période de 5 ans de rechargements mensuels des créances est prévue pour compenser au mieux l'amortissement du portefeuille de crédits habitat.

Crédit Agricole des Côtes d'Armor donne une garantie sur le capital restant dû des créances en défaut au sens du FCT, qui permet au FCT d'opérer une retenue de garantie sur les flux dus à Crédit Agricole des Côtes d'Armor lorsque ce dernier constate des créances en défaut au sens du FCT sur le portefeuille de Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

Dans ce cas, Crédit Agricole des Côtes d'Armor comptabilise une créance sur le FCT, qui donnera lieu à dépréciation en fonction de l'appréciation par Crédit Agricole des Côtes d'Armor du risque sur les créances titrisées en défaut au sens du FCT (selon la méthodologie de Crédit Agricole des Côtes d'Armor).

Le dépôt de garantie se traduira par la comptabilisation d'une créance sur le FCT à l'actif de Crédit Agricole des Côtes d'Armor. Cette créance donnera lieu à dépréciation en fonction de l'appréciation par Crédit Agricole des Côtes d'Armor du risque sur les créances titrisées en défaut au sens du FCT (selon la méthodologie de Crédit Agricole des Côtes d'Armor).

Du fait de la constatation de la créance, Crédit Agricole des Côtes d'Armor est toujours exposé au risque de crédit des créances cédées. Crédit Agricole des Côtes d'Armor peut maintenir des provisions filières/collectives pour toutes les créances, qu'elles soient cédées ou non.

Cette opération de titrisation est toujours en vie en 2016, Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a pas réalisé de nouvelle opération de titrisation en 2016.

## Note 33 : Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 855	1 395
Sur opérations internes au Crédit Agricole	19 757	24 150
Sur opérations avec la clientèle	191 298	211 176
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	9 642	10 703
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre	34 513	25 453
Autres intérêts et produits assimilés		1 050
Intérêts et produits assimilés	257 065	273 927
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 197	-1 335
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-26 762	-63 688
Sur opérations avec la clientèle	-26 145	-22 800
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-44 217	-37 748
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	-34 535	-27 047
Autres intérêts et charges assimilées		-6
Intérêts et charges assimilées	-132 856	-152 624
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	124 209	121 303

Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2016 est de 3 379 milliers d'euros, il était de 2 124 milliers d'euros au 31 décembre 2015.



Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Les évolutions entre 2015 et 2016 sont essentiellement liées au contexte de taux bas : baisse des intérêts clientèle (réaménagements de crédits), baisse du coût du refinancement, hausse de la provision épargne logement (voir notes 15 et 16), ainsi qu'à la baisse de la rémunération du switch (voir note 1.3 opération de simplification capitalistique).

#### Note 34 : Revenus des titres

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	17 229	11 579
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 336	
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	18 565	11 579

#### Note 35 : Produit net des commissions

(En milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	647	-102	545	250	-82	168
Sur opérations internes au crédit agricole	16 085	-18 623	-2 538	22 051	-18 687	3 364
Sur opérations avec la clientèle	29 636	-565	29 071	29 540	-407	29 133
Sur opérations sur titres		-1	-1			
Sur opérations de change	71		71	67		67
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	69 276	-5 553	63 723	69 196	-5 705	63 491
Provision pour risques sur commissions	288	-291	-3	264	-286	-22
Total produit net des commissions	116 003	-25 135	90 868	121 368	-25 167	96 201
<i>(1) dont prestations assurance-vie : 15 427 milliers d'euros.</i>						

En 2016, le contexte de taux bas explique la baisse des commissions de collecte (opérations internes au Crédit Agricole).

#### Note 36 : Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	279	238
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	31	5
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociations	310	243

#### Note 37 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-81	-392
Reprises de dépréciations	377	4
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	296	-388
Plus-values de cession réalisées	10	8 977
Moins-values de cession réalisées	-19	
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-9	8 977
Solde des opérations sur titres de placement	287	8 589
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		

Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	287	8 589

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a pas externalisé en 2016 de plus-values contrairement à l'année 2015 (En 2015 : remplacement de fonds du portefeuille monétaire vers portefeuille obligataire).

#### Note 38 : Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits divers	3 913	1 588
Quote part des opérations faites en commun	98	76
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions		
Autres produits d'exploitation bancaire	4 011	1 664
Charges diverses	-358	-209
Quote part des opérations faites en commun	-567	-534
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions		
Autres charges d'exploitation bancaire	-925	-743
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 086	921

La variation des produits divers est liée pour un montant de 2160 milliers d'euros au complément de prix de cession perçu dans le cadre de la participation en octobre 2015 à la Titrisation True Sale (produit sur l'année complète en 2016, sur 2 mois en 2015).

#### Note 39 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-40 737	-40 967
Charges sociales	-19 228	-19 150
dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-4 546	-4 428
Intéressement et participation	-7 754	-7 805
Impôts et taxes sur rémunérations	-8 346	-7 677
Total des charges de personnel	-76 065	-75 599
Refacturation et transferts de charges de personnel	9 509	8 007
Frais de personnel nets	-66 556	-67 592
Frais administratifs		
Impôts et taxes (1)	-6 202	-5 317
Services extérieurs et autres frais administratifs	-48 086	-44 037
Total des charges administratives	-54 288	-49 354
Refacturation et transferts de charges administratives	1 430	1 362
Frais administratifs nets	-52 858	-47 992
Charges générales d'exploitation	-119 414	-115 584

(1) Dont 506 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution et 849 milliers d'euros au titre du fonds de garantie des dépôts.

— Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Au titre de l'exercice 2015, un montant de 1744 milliers d'euros a été accordé à Crédit Agricole des Côtes d'Armor au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (1715 milliers d'euros en 2014, 1110 milliers d'euros en 2013). Il a été utilisé en totalité au 31 décembre 2016 et a contribué à l'engagement des dépenses suivantes :

- Investissement : 139 milliers d'euros (salles de formation, transition énergétique)
- Dynamisation économique du territoire : 1450 milliers d'euros (recrutement, village by CA, boutiques starter)
- Amélioration de la qualité de vie au travail, de la diversité, accueil clients) : 178 milliers d'euros

Le montant du CICE accordé au titre de l'année 2016 est de 1749milliers d'euros.

— Effectif moyen

– Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2016	31/12/2015
Cadres	240	216
Non cadres	854	872
Total de l'effectif moyen	1 094	1 089
dont : France	1 085	1 083
Etranger	9	6
dont : Personnel mis à disposition	2	

Le montant global des sommes allouées pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes d'administration et des organes de direction en fonction de leurs fonctions s'est élevé en brut à 1580 milliers d'euros (hors avantages à long terme).

#### Note 40 : Coût du risque

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions et dépréciations	-49 090	-61 294
Dépréciations de créances douteuses	-38 099	-50 314
Autres provisions et dépréciations	-10 991	-10 980
Reprises de provisions et dépréciations	59 149	52 837
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	41 693	40 655
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	17 456	12 182
Variation des provisions et dépréciations	10 059	-8 457
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-354	-2 769
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-11 907	-5 347
Décote sur prêts restructurés	-5	-24
Récupérations sur créances amorties	259	341
Autres pertes	-124	-35
Autres produits		2 256
Coût du risque	-2 072	-14 035

(1) dont utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses compromises : 6 013 milliers d'euros

dont utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises : 2 508 milliers d'euros

(2) dont 3 511 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) dont 166 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) dont 6 013 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

A noter, variation de 11963 milliers d'euros entre 2015 et 2016 qui s'explique essentiellement par :

- Variation provisions/pertes individuelles prêts et créances +10000 milliers d'euros (dossiers Entreprises provisionnés en 2015)
- Variation sur litiges clientèle +1942 milliers d'euros

Le coût du risque 2016 est constitué principalement :

- Coût du risque net individuel sur prêts créances clientèle de -5042 milliers d'euros
- Coût du risque net collectif et filières + 4143 milliers euros (reprise)
- Reprise de 9 millions d'euros sur le secteur professionnel et particulier
- Dotation de 4 millions d'euros sur le secteur agricole
- Coût du risque autres (passifs, engagements par signature) : -1173 milliers d'euros dont 532 milliers d'euros pour litige

#### Note 41 : Résultat net sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-887	-836
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-887	-836
Reprises de dépréciations	100	778
Sur titres d'investissement		

Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	100	778
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-787	-58
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-787	-58
Plus-values de cessions réalisées	62	396
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	62	396
Moins-values de cessions réalisées		-2
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		-2
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	62	394
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	62	394
Solde en perte ou en bénéfice	-725	336
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	13	41
Moins-values de cessions		-57
Solde en perte ou en bénéfice	13	-16
Résultat net sur actifs immobilisés	-712	320

A noter, dotation de 658 milliers d'euros sur l'avance consolidable accordée au GIE Orchestra bail, reprise de provision sur le titre CABHH de 80 milliers d'euros.

#### Note 42 : Charges et produits exceptionnels

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concerné en 2016.

#### Note 43 : Impôt sur les bénéfices

— Commentaires :

Les provisions pour risques fiscaux sont incluses dans cette rubrique.

L'ensemble de l'impôt sur les bénéfices concerne le résultat courant avant impôt. Il est calculé sur la base du taux de l'IS à 33.33 %, des contributions de 3.3 % avec imputation des crédits d'impôts de l'exercice. Le résultat fiscal avant impôt s'élève à 110499 milliers d'euros et les crédits d'impôts à 184 milliers d'euros.

— Intégration fiscale :

La réduction d'impôt due à l'intégration fiscale dans le groupe CASA est de 554 milliers d'euros.

#### Note 44 : informations relatives aux résultats des activités bancaires

La Caisse Régionale des Côtes d'Armor exerce son activité au sein du secteur d'activité « banque de proximité France » défini par le Groupe Crédit Agricole.

#### Note 45 : Exemption d'établir des comptes consolidés

Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas exempté d'établir des comptes consolidés.

#### Note 46 : Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice pour Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

#### Note 47 : Affectation des résultats

En milliers d'euros	2016
Résultat social	59 522
Affectation RAN	0
Affectation réserves réglementées	0

CCA CASA	4 470
Intérêts PS CR	824
Réserve Légale	40 671
Autres réserves	13 557
Total solde mis en réserves	54 228

#### Note 48 : Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

La liste des Etats et territoires mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts est, au titre de l'année 2016), composée des Etats et territoires suivants :

Botswana	Nauru
Brunei	Niue
Guatemala	Panama
Iles Marshall	

Crédit Agricole des Côtes d'Armor ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

#### Note 49 : Publicité des honoraires de commissaires aux comptes

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole des Côtes d'Armor

(En milliers d'euros hors taxes)	Rouxel Tanguy	%	KPMG	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (*)	58	100 %	58	100 %
Autres services				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (1)				
Autres prestations (1)				
Services autres que la certification des comptes (2)				
Total	58	100 %	58	100 %

(\*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

(1) pour 2016, prestations du 1er janvier au 16 juin 2016

(2) pour 2016, prestations à partir du 17 juin 2016

#### Note 50 : Attestation des commissaires aux comptes et publicité

L'annexe publiée au BALO comporte l'attestation des commissaires aux comptes.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au Siège de Crédit Agricole des Côtes d'Armor à La Croix Tual, 22440 Ploufragan.

### IV. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse Régionale à la fin de cet exercice.

## 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Estimations comptables :

- Votre Caisse Régionale comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes 2.1, 10, 15 et 40 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la Direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions sur base individuelle et collective.

- Les parts dans les entreprises liées, les titres de participation et les autres titres détenus à long terme sont évalués à leur valeur d'utilité (note 2.2 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité au 31 décembre 2016 pour les principales lignes du portefeuille et à nous assurer que la note 6 de l'annexe donne une information appropriée à cet égard.

- Votre Caisse Régionale détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les notes 2.2 et 2.8 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à ces titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre Caisse Régionale et des informations fournies dans les notes 5, 25 et 26 de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux Sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nantes, le 24 février 2017

Rennes, le 24 février 2017

*Les commissaires aux comptes*

KPMG Audit FS I

Franck Noël

Associé

Acthéos

Emmanuelle Rouxel

Associée

## Partie B. — Comptes consolidés

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor en date du 27 janvier 2017 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 28 mars 2017

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

## I. - Cadre général

Présentation juridique de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor

Dénomination sociale et siège social de la société : Caisse Régionale de Crédit Agricole mutuel des Côtes d'Armor, La Croix Tual – 22440 Ploufragan.

Registre du commerce et des sociétés et numéro d'immatriculation : R.C.S. Saint Brieuc 777 456 179 No de gestion 93 D 195.

Forme Juridique : Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité limitée.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés comprennent la Société, ses filiales (l'ensemble désigné comme "le Groupe" notamment les fonds dédiés et le FCT Crédit Agricole Habitat 2015 compartiment Côtes d'Armor), les Caisses Locales et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées et sous contrôle conjoint. Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont disponibles sur demande au siège social de la Société à Ploufragan La Croix Tual 22098 Saint Briec cedex 9.

### Organigramme simplifié du Crédit Agricole

— Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

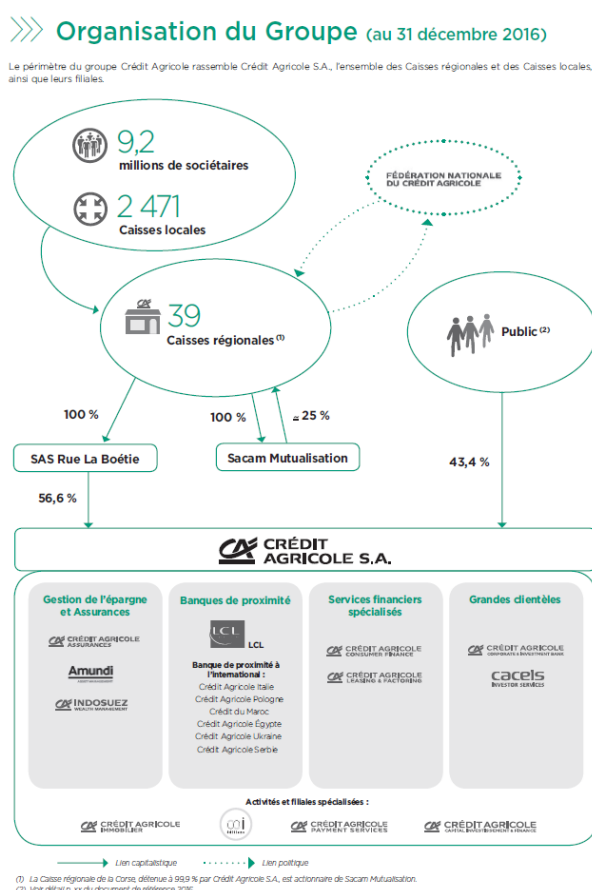
L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 9,2 millions de sociétaires qui élisent quelques 30 902 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

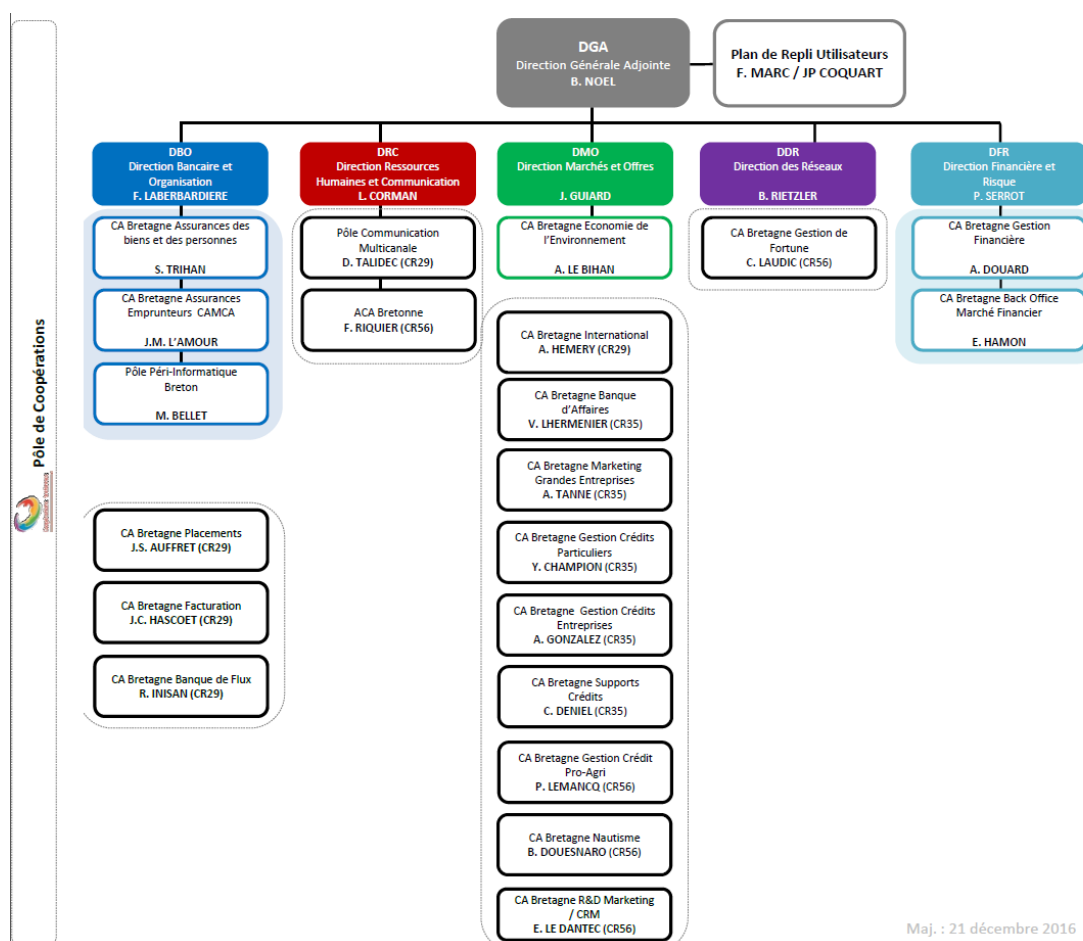
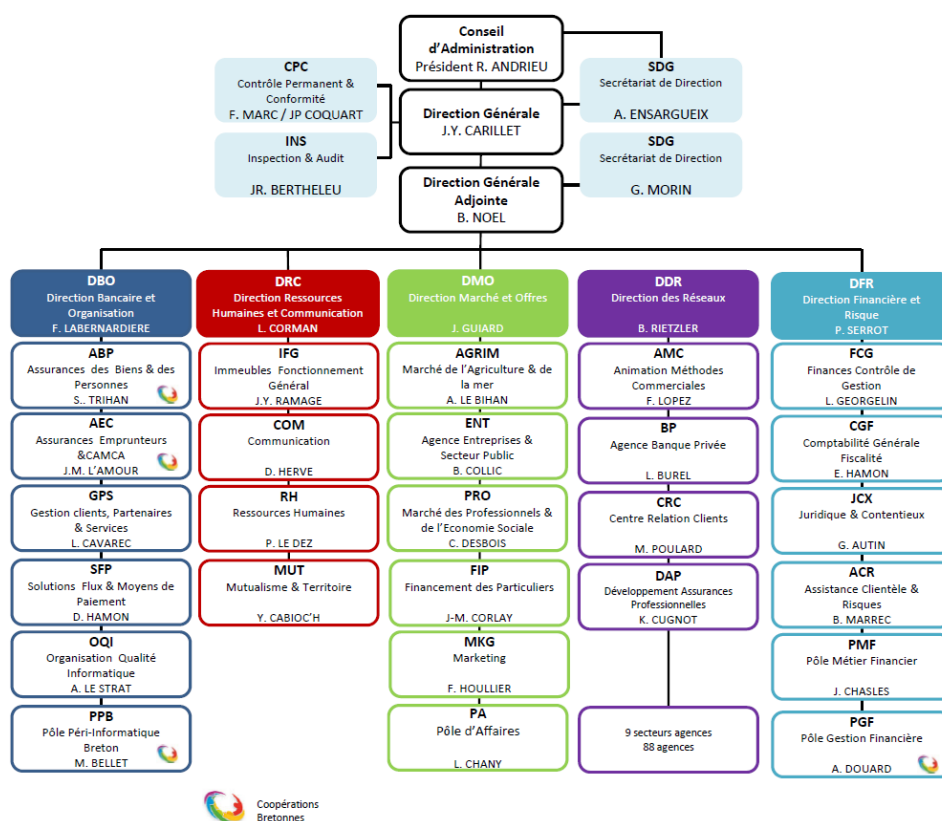
Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R.512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L.511-31 et article L.511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.



L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») des Caisses régionales détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés dans une holding (« Sacam Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales.

Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole".

Organigramme de la Caisse Régionale des Côtes d'Armor



## — Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

## – Comptes ordinaires des Caisses régionales



Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

– Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

– Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

– Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

– Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

– Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

– Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

– Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R.512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, dans la mesure où, en tant qu'organe central, il doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du Réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de Résolution Unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-I du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que l'existence de la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de Résolution Unique, sans qu'il soit possible de préjuger des modalités de cette prise en compte.

– Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

L'opération de simplification de la structure du Groupe s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation (Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole"). Crédit Agricole S.A. n'étant plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquels Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques), celle-ci s'est accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch.

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les nouvelles garanties ont pris effet rétroactivement le 1er juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1er mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer (ou peut restituer) les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant des garanties accordées par les Caisses régionales ;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

— Informations relatives aux parties liées

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor comprend la Caisse Régionale, les 44 Caisses locales, le FCT crédit Agricole habitat 2015 compartiment CR822 côtes d'Armor ainsi que trois fonds dédiés : Finarmor Gestion créée en septembre 2009, Armor Fonds Dédiés créé en mars 2014, Argoat Finances créé en novembre 2015.

Les caisses locales détiennent 4 499 821 titres de la Caisse Régionale des Côtes d'Armor pour un montant total de 68.6 millions d'euros.

Les principales opérations réciproques entre la Caisse Régionale des Côtes d'Armor et les Caisses Locales sont :

- Bilan :
  - Comptes courants simples : 3.7 millions d'euros
  - Placements : comptes courants bloqués et BMTN : 181 millions d'euros
- Résultat :
  - Intérêts des comptes courants simples : 0.37 million d'euros
  - Intérêts placements : 3.01 millions d'euros
  - Dividende CR aux CL : 0.73 millions d'euros

La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor détient 9978 titres dans le fonds dédié Finarmor Gestion pour un montant valorisé à 101.9 millions d'euros, 39256 titres dans le fonds dédié Armor Fonds Dédié pour un montant valorisé à 40.2 millions d'euros, 10400 titres dans le fonds dédié Argoat finances pour un montant valorisé à 105 millions d'euros.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor détient des titres du FCT crédit Agricole habitat 2015 compartiment CR822 : 822 titres seniors comptabilisés pour 82.2 millions d'euros, 134 titres subordonnés pour 13.4 millions d'euros, 1 part résiduelle (valeur non significative).

## II. - Etats financiers consolidés

### Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et charges assimilées	4.1	106 512	127 435
Commissions (produits)	4.2	115 906	121 349
Commissions (charges)	4.2	-25 160	-25 223
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	31 537	24 665
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4-6.4	19 635	23 108
Produits des autres activités	4.5	1 372	2 235
Charges des autres activités	4.5	-995	-748
Produit net bancaire		248 807	272 821
Charges générales d'exploitation	4.6-7.1-7.4-7.6	-120 207	-115 737
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-5 948	-6 181
Résultat brut d'exploitation		122 652	150 903
Coût du risque	4.8	-2 909	-14 402
Résultat d'exploitation		119 743	136 501
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6.16		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	13	-16
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.19		
Résultat avant impôt		119 756	136 485
Impôts sur les bénéfices	4.10	-40 232	-46 989
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	6.15		
Résultat net		79 524	89 496
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net – part du groupe		79 524	89 496

### Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net		79 524	89 496
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	4.11		944
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		0	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.11	-1 592	944
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11	327	-325
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		-1 265	619
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11		

Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.11	5 292	-6 971
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	0	1
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		5 292	-6 970
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe, des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	-562	3 599
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	4 730	-3 371
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	3 465	-2752
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		82 989	86 744
Dont part du Groupe		82 989	86 744
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

## Bilan Actif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales	6.1	32 574	24 809
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.9	251 881	271 416
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	3 250	1 757
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.7-6.8-6.9	998 772	787 401
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.7-6.9	615 732	726 520
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.7-6.9	6 591 667	6 456 517
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		79 727	81 427
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6-6.7-6.9	330 879	325 961
Actifs d'impôts courants et différés	6.13	31 315	36 251
Comptes de régularisation et actifs divers	6.14	116 311	135 641
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.15		
Participation aux bénéfices différée	6.20		
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.16		
Immeubles de placement	6.17	1 931	156
Immobilisations corporelles	6.18	63 158	67 471
Immobilisations incorporelles	6.18	235	81
Ecarts d'acquisition	6.19		
Total de l'actif		9 117 432	8 915 408

## Bilan Passif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	247 466	267 235
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	89 446	97 862
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.10	4 184 670	4 319 363
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.10	2 081 628	1 998 182
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.11	659 848	621 523
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			

Passifs d'impôts courants et différés	6.13	1 992	522
Comptes de régularisation et passifs divers	6.14	307 730	132 116
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.15		
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.20		
Provisions	6.21	37 327	36 012
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.11		
Total dettes		7 610 107	7 472 815
Capitaux propres		1 507 325	1 442 593
Capitaux propres - part du Groupe		1 507 304	1 442 572
Capital et réserves liées		320 425	332 091
Réserves consolidées		1 090 100	1 007 195
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		17 255	13 790
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		79 524	89 496
Participations ne donnant pas le contrôle	6.23	21	21
Total du passif		9 117 432	8 915 408

Tableau de variation des capitaux propres

Part du Groupe					
(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées				
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées
Capitaux propres au 1er janvier 2015	244 889	1 112 694	0	0	1 357 583
Variation de capital	-9 470				-9 470
Variation des titres auto-détenus					0
Emissions d'instruments de capitaux propres					0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres					0
Dividendes versés en 2015		-8 827			-8 827
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0
Mouvements liés aux paiements en actions					0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-9 470	-8 827	0	0	-18 297
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0
Résultat 2015					0
Autres variations					0
Capitaux propres au 31 décembre 2015	235 419	1 103 867	0	0	1 339 286
Affectation du résultat 2015		89 495			89 495
Capitaux propres au 1er janvier 2016	235 419	1 193 362	0	0	1 428 781
Variation de capital	-11 666				-11 666
Variation des titres auto-détenus					0
Emissions d'instruments de capitaux propres					0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres					0
Dividendes versés en 2016		-6 738			-6 738
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0

Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0
Mouvements liés aux paiements en actions		148			148
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-11 666	-6 590	0	0	-18 256
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0
Résultat 2016					0
Autres variations					0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	223 753	1 186 772	0	0	1 410 525

(en milliers d'euros)	Part du Groupe				
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2015	18 743	-2 200	16 543	0	1 374 126
Variation de capital			0		-9 470
Variation des titres auto-détenus			0		0
Emissions d'instruments de capitaux propres			0		0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres			0		0
Dividendes versés en 2015			0		-8 827
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	0	0		-18 297
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-3 372	619	-2 753		-2 753
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence			0		0
Résultat 2015			0	89 496	89 496
Autres variations			0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2015	15 371	-1 581	13 790	89 496	1 442 572
Affectation du résultat 2015			0	-89 496	-1
Capitaux propres au 1er janvier 2016	15 371	-1 581	13 790	0	1 442 571
Variation de capital			0		-11 666
Variation des titres auto-détenus			0		0
Emissions d'instruments de capitaux propres			0		0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres			0		0
Dividendes versés en 2016			0		-6 738
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions			0		148
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	0	0		-18 256
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 730	-1 265	3 465		3 465

Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence			0		0
Résultat 2016			0	79 524	79 524
Autres variations			0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	20 101	-2 846	17 255	79 524	1 507 304

	Participations ne donnant pas le contrôle					
(en milliers d'euros)	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2015	11	0	0	0	11	1 374 137
Variation de capital				0	0	-9 470
Variation des titres auto-détenus				0	0	0
Emissions d'instruments de capitaux propres				0	0	0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0	0	0
Dividendes versés en 2015				0	0	-8 827
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0	0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	10			0	10	10
Mouvements liés aux paiements en actions				0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	10	0	0	0	10	-18 287
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	0	-2 753
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0	0	0
Résultat 2015				0	0	89 496
Autres variations				0	0	0
Capitaux propres au 31 décembre 2015	21	0	0	0	21	1 442 593
Affectation du résultat 2015				0	0	-1
Capitaux propres au 1er janvier 2016	21	0	0	0	21	1 442 592
Variation de capital				0	0	-11 666
Variation des titres auto-détenus				0	0	0
Emissions d'instruments de capitaux propres				0	0	0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0	0	0
Dividendes versés en 2016				0	0	-6 738
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0	0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0	0	0
Mouvements liés aux paiements en actions				0	0	148
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	0	0	0	0	-18 256
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	0	3 465
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0	0	0
Résultat 2016				0	0	79 524

Autres variations				0	0	0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	21	0	0	0	21	1 507 325
<i>(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.</i>						

La variation des capitaux propres 2016 de la Caisse Régionale des Côtes d'Armor s'analyse essentiellement comme suit :

– Diminution du capital des caisses Locales de 11666 milliers d'euros.

L'encours des parts sociales Caisses Locales représente 201 millions d'euros fin 2016.

– Une distribution du dividende pour 6738 milliers d'euros

- Par les Caisses locales à leurs sociétaires : 2328 milliers d'euros

- Par la Caisse Régionale des Côtes d'Armor pour la rémunération des certificats d'association souscrits par le Crédit Agricole SA : 4410 milliers d'euros

– Une variation des gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente pour +4730 milliers d'euros

– Une variation des gains/pertes actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi pour -1265 milliers d'euros

### Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat avant impôt	119 756	136 485
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 948	6 182
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-430	9 389
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		
Résultat net des activités d'investissement	-13	-378
Résultat net des activités de financement	-1	
Autres mouvements	-14 545	-25 895
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-9 041	-10 702
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-54 508	506 405
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-61 170	-203 309
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	177 070	-345 813
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	191 786	-18 352
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)		
Impôts versés	-34 033	-42 404
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	219 145	-103 473
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	329 860	22 310
Flux liés aux participations (2)	-330 298	-377
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-3 594	-3 632
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-333 892	-4 009
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-18 404	-18 287
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)		
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-18 404	-18 287
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		



Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-22 436	14
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	122 896	122 882
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	24 808	26 779
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	98 088	96 103
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	100 460	122 896
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	32 574	24 808
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	67 886	98 088
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	-22 436	14

\* Composé du solde net du poste Caisse et banques centrales, hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains tels que détaillés en note 6.5 et des postes Comptes ordinaires créditeurs et Comptes et emprunts au jour le jour tels que détaillés en note 6.10 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;

(1) Pour l'année 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2016, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor s'élève à -330298 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor à ses actionnaires, à hauteur de -6738 milliers d'euros pour l'année 2016, les remboursements de parts sociales pour -11666 milliers d'euros.

(4) Au cours de l'année 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

Libellé participation	-330 298
Village by CA Côtes d'Armor	-299
UNEXO Financement	-23
Sacam Mutualisation	-329 356
Grands Crus Investissement	-482
Sacam Avenir	-138

Les flux de 2016 liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers s'expliquent essentiellement par la cession de l'OPCVM Amundi Cash flow 6/01/2016 pour un montant de 150001 milliers d'euros.

Les flux de 2016 liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers s'expliquent essentiellement par le collatéral versé sur les dérivés conclus avec CACIB (164110 milliers d'euros)

### III. - Notes annexes aux états financiers

#### 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

##### 1.1. Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2016 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2015.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2016 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2016. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 <sup>ère</sup> application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 : IFRS 2 Paiement fondé sur des actions : Reformulation de la définition d'une condition d'acquisition de droits	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)	1er février 2015 (1)	Oui

IFRS 3 Regroupement d'entreprises : Harmonisation sur la comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix ; évaluation à la juste valeur des compléments de prix éventuels		1er février 2015 (1)	Oui
IFRS 8 Secteurs opérationnels : Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs		1er février 2015 (1)	Oui
IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles : Clarification sur la méthode optionnelle de réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles		1er février 2015 (1)	Non
IAS 24 Information relative aux parties liées : Modification de la définition d'une partie liée		1er février 2015 (1)	Oui
Amendement IAS 19 Avantages du personnel Régimes à prestations définies : précision sur la comptabilisation des cotisations des membres du personnel qui se rattachent aux services rendus mais qui ne dépendent pas du nombre d'années de service	17 décembre 2014 (UE n°2015/29)	1er février 2015 (1)	Oui
Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 41 Agriculture Evaluation d'un actif biologique selon IAS 41 s'il ne correspond pas à une plante productrice	23 novembre 2015 (UE 2015/2113)	1er janvier 2016	Non
Amendement à IFRS 11 Partenariats Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe selon IFRS 3 si les actifs acquis constituent un "business" au sens d'IFRS 3 et non un simple groupe d'actifs	24 novembre 2015 (UE 2015/2173)	1er janvier 2016	Oui
Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles Clarifications sur la méthode d'amortissement fondée sur le revenu (interdite sous IAS 16 et acceptable sous IAS 38)	02 décembre 2015 (UE 2015/2231)	1er janvier 2016	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 :	15 décembre 2015 (UE 2015/2343)		
IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente : Précision sur les modifications apportées à un plan de cession lorsqu'un actif non courant destiné à être cédé doit être reclassé en actif non courant destiné à être distribué, et réciproquement		1er janvier 2016	Oui
IFRS 7 Instruments financiers Informations à fournir : Clarification sur le maintien d'implication continue aux contrats de services dont la rémunération dépend de la performance des actifs transférés		1er janvier 2016	Oui
Informations non obligatoires pour les arrêts intermédiaires sur la compensation des actifs et passifs financiers			
IAS 19 Avantages au personnel : Précision sur le taux de rendement des obligations d'Etat utilisé pour l'actualisation de la dette actuarielle		1er janvier 2016	Oui
IAS 34 Information financière intermédiaire : Clarification sur l'emplacement possible des autres informations à fournir		1er janvier 2016	Oui
Amendement à IAS 1 Présentation des états financiers Objectif d'amélioration de la présentation d'informations	18 décembre 2015 (UE 2015/2406)	1er janvier 2016	Oui
Amendement IAS 27 Etats financiers individuels Autorisation à l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	18 décembre 2015 (UE 2015/2441)	1er janvier 2016	Non
Amendement à IFRS 10-IFRS 12-IAS 28 Entités d'investissement : application de l'exception à la consolidation	22 septembre 2016 (UE 2016/1703)	1er janvier 2016	Non

(1) Soit à partir du 1er janvier 2016 dans le Groupe.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018	Oui

La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 01/01/2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC

13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Une étude d'impact de la mise œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole est en cours de réalisation, avec des premiers résultats attendus début 2017.

En l'état actuel de ses analyses, La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

— Norme IFRS 9 Instruments Financiers

La norme IFRS 9 Instruments Financiers est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

– Les principales évolutions apportées par la norme

Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (ie prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (i.e. action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

Les trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;

- Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ; et

- Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.

Les caractéristiques contractuelles (test 'Solely Payments of Principal & Interests' ou test 'SPPI') :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (i.e. taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test 'SPPI'.

Sur cet aspect, certains points d'interprétation sont encore à l'étude au niveau de l'IASB. Ainsi, le groupe Crédit Agricole suit attentivement les discussions à l'IASB relatives notamment à certaines indemnités de remboursement anticipé et prendra en compte le cas échéant les conclusions de ces discussions.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test SPPI indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 devrait conduire à une augmentation de la part des instruments financiers – OPCVM et instruments de capitaux propres – valorisés à la juste valeur par résultat. Globalement, les prêts et créances respectent le test SPPI et resteront au coût amorti.

#### – Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ('Expected Credit Losses' ou 'ECL') sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuelles et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ('Loss Given Default' ou 'LGD').

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1ère étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;
- 3ème étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarii raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3ème phase).

Afin d'apprécier la dégradation significative, La Caisse régionale des Côtes d'Armor s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;
- Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (basculer d'un portefeuille ou sous-portefeuille en phase 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut actuellement utilisée en gestion pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

#### – Comptabilité de couverture

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- Toutes les opérations de micro-couverture ; et
- Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.
- Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou
- Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, La Caisse régionale des Côtes d'Armor n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

- Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

La Caisse régionale des Côtes d'Armor fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, La Caisse régionale des Côtes d'Armor a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2016, La Caisse régionale des Côtes d'Armor a été associée aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui s'est concrétisé par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le forward looking, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31/12/2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test SPPI.

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivront en 2017 et intégreront des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA).

- Transition

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1er janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, La Caisse régionale des Côtes d'Armor ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2016 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2016.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole sera réalisée en 2017 afin d'en évaluer les principaux enjeux.

Par ailleurs, trois amendements à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe : il s'agit des amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie, à IAS 12 Impôts sur le résultat, applicables au groupe Crédit Agricole S.A. au 1er janvier 2017 tandis que l'amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions sera applicable au 1er janvier 2018, ces dates seront confirmées après adoption de ces textes par l'Union européenne.

## 1.2. Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation ANC n°2013-04 du 07 novembre 2013.

## 1.3. Principes et méthodes comptables

— Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;
- la participation aux bénéfices différés

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

— Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

— Titres à l'actif

- Classification des titres à l'actif

Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupe d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

A ce titre, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option pour les actifs suivants :

QS0008008391

ORA SP SOFIAL 2 N°8G

QS0008221242

OC1 TRISKALIA N°8

QS0008221259

OC2 TRISKALIA N°8

QS0008221267

ORADP TRISKALIA DEVELOPPEMENT

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

Les encours de syndication de titres destinés à être cédés sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en mark-to-market.

– Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des Actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

– Prêts et créances

La catégorie Prêts et créances enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenus fixes ou déterminables.

Les titres du portefeuille Prêts et créances sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

– Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie Actifs financiers disponibles à la vente est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

– Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et ne permet pas de déterminer une juste valeur fiable au sens de la norme IAS 39. Cela concerne des éléments tels que :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. ;
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales ;
- Les relations économiques et financières internes au groupe Crédit Agricole ;
- La mise en commun de moyens ; et
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole.

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf. partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

– Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de 3 ans.

– Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titre d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. ;
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A. ;
- Constatation d'un résultat net déficitaire ;
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futures attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant, une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation ne se fait que dans la mesure où elle se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure,
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

– Date d'enregistrement des titres

Les titres classés dans les catégories Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et Prêts et créances sont enregistrés à la date de règlement livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

– Reclassements d'actifs financiers

Conformément à IAS 39, il est autorisé d'opérer des reclassements de la catégorie Actifs financiers à la vente vers la catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance en cas de changement d'intention de gestion et si les critères de reclassement en HTM sont respectés.

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est également autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories Actifs financiers détenus à des fins de transaction et Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Prêts et créances, si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction vers les catégories Actifs financiers disponibles à la vente ou Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor en application de l'amendement de la norme IAS 39 sont données dans la note 9 "Reclassements d'instruments financiers".

– Acquisition et cession temporaire de titres

Au sens de l'IAS 39, les cessions temporaires de titres (prêts/emprunts de titres, pensions) ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation d'IAS 39 et sont considérées comme des financements garantis.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Le cas échéant, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les éléments empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Une créance est enregistrée en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement en actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

– Activité de crédits

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie Prêts et créances. Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature et sont évalués en mark-to-market.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.



## – Dépréciations de créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en Prêts et créances sont dépréciées lorsqu'elles présentent une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances, tel que :

- des difficultés financières importantes du débiteur ;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les dépréciations peuvent être réalisées sur base individuelle, sur base collective, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## – Dépréciations sur base individuelle

Le risque de perte avéré est tout d'abord examiné sur les créances prises individuellement. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations individuelles portant sur des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation. Le montant des dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

## – Dépréciations sur base collective

Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives. Elles sont déterminées par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

## Dépréciations calculées à partir de modèles bâlois

Dans le cadre de la réglementation bâloise, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor détermine, à partir d'outils et de bases statistiques, un montant de pertes attendues à horizon d'un an, en fonction de multiples critères d'observation qui répondent à la définition de l'événement de perte au sens de la norme IAS 39.

L'évaluation de la dépréciation fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant de pertes attendues calculé selon les modèles bâlois, d'un coefficient correcteur de passage à maturité, destiné à prendre en compte la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat

## - Autres dépréciations sur base collective :

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a également constaté à l'actif de son bilan des dépréciations sur bases collectives destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, telles que les dépréciations sectorielles ou les dépréciations sur pays à risque. Ces dernières visent à couvrir des risques estimés sur une base sectorielle ou géographique pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement un risque de non-recouvrement partiel.

– Les secteurs couverts sont (en milliers d'euros):

Sectorielle Agricole	1 867
Filière Porc	16 333
Filière Lait	10 910
Filière Œuf	4 228
Filière BTP	1 230
Filière Cafés Hôtels Restaurants	1 366
Filière Automobile	368
Filière Industrie Agro-Alimentaire	781
Filière Immobilier	215
Filière Crédit Consommation	3 478
Filière Habitat	2 964
Filière Transport	105
Total	43 845

## – Restructurations de créances

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et, depuis le 1er janvier 2014, les créances saines, au moment de la restructuration.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, qui peut notamment provenir du report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La perte constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'un suivi en fonction de la notation conforme aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de 30 jours d'impayés.

Les crédits restructurés restent classés dans cette catégorie pendant une période de deux ans (trois ans s'ils étaient en défaut au moment de la restructuration).

#### – Encours en souffrance

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

#### – Renégociations commerciales

Les créances renégociées pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisées en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti à partir du taux d'intérêt effectif déterminé selon les conditions du nouveau contrat.

#### – Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### — Passifs financiers

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;
- les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

#### – Titres au passif

##### - Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instrument de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un instrument de dettes constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

#### — Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des Dettes envers la clientèle malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.21 "Provisions".

#### — Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêt comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

– La comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S. A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement.

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

– Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

— Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif. En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

– Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le spread émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

– Risque de contrepartie sur les dérivés

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

#### – Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

– Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

– Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres.

« Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, cela concerne le titre SAS Rue la Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile. »

#### — Gains ou pertes nets sur instruments financiers

– Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

– Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

– Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.12 relative à l'amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers.

– Garanties financières données

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » ; ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

– Décomptabilisation des instruments financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative et qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

— Provisions (IAS 37 et 19)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.21 "Provisions".

— Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

– Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus. Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

– Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

#### - Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

#### — Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit 4 ans pour tous les plans existants.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A, ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées par du Groupe.

#### — Impôts courants et différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
  - a) soit sur la même entité imposable,
  - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du CGI) en déduction des charges de personnel.

— Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

— Opérations en devises (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.



Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

— Commissions sur prestations de services (IAS 18)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

- les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;
- lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique Commissions et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :

a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
  - ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
  - iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable ;
- b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

— Contrats de location (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
  - décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
  - constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
- a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice ;
  - b) la valeur nette comptable des immobilisations louées ;
  - c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

— Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparé ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

#### 1.4. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

— Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

– Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de ... représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

– Notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor lors de la création de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation du pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysés afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, les rémunérations auxquels donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

–Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28.18, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

— Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un « écart d'acquisition » complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

— Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

— Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21)

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

## 2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

- Comme en 2015 le contexte de baisse des taux (avec une remontée en fin d'année) a eu des répercussions sur l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor concernant l'activité de crédits habitat avec le réaménagement de nombreux crédits (cf note 4.1).

- En parallèle la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor a continué à optimiser son refinancement en remboursant par anticipation des avances globales auprès de Crédit Agricole SA (note 3.3) et a remboursé par anticipation des swaps en couverture de juste valeur (note. 3.2)

- Une baisse du coût du risque (risque individualisé et coût du risque filiales) (note 4.8)

- La loi de finances a évolué, le taux d'IS est passé de 38 % en 2015 à 34.43 % en 2016, conduisant à une baisse des stocks et charge d'impôts courants (notes 4.11 et 6.3). Une nouvelle évolution du projet de loi de finance 2017 conduit à la comptabilisation de la majorité des impôts différés au taux de 28.92 % (ce taux sera le taux applicable à partir de 2019).

- Le modèle de calcul de la provision épargne logement a été revu (actualisation des taux et baisse des marges sur l'épargne), ce qui conduit à une dotation significative de 4546 milliers d'euros en 2016 (note 6.21)

- Le modèle de calcul des cotisations à la garantie des dépôts a changé avec un calcul en stock et non plus en flux. Ce nouveau mode de calcul revient à aligner les stocks de cotisations historiquement versés par chaque établissement sur la base des informations communiquées au FGDR par les entités en septembre 2016. Ces nouvelles modalités ont conduit à la comptabilisation d'une charge de 849 milliers d'euros (note 4.6)

- Le Conseil d'administration de Crédit Agricole Payment Services (CAPS) a décidé, le 3 mai 2016, l'abandon du projet BOE (back office émetteur : brique de la plateforme 3PG de gestion des opérations et contrats monétiques côté porteurs de cartes) et le retour vers la solution existante, ce qui conduit à la comptabilisation d'une charge de 448 milliers d'euros en 2016 en charges d'exploitation.

- Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2016 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016".

— Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole

L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés à une holding (« Sacam Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. Le prix de cession fixé initialement sur un multiple des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales de Crédit Agricole arrêtés au 31 décembre 2015, soit 18,025 milliards d'euros, a fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'évolution des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. Cet ajustement s'élève à 517 millions d'euros de sorte que le prix final de cession des CCI et CCA transférés par Crédit Agricole S.A. à SACAM Mutualisation (filiale à 100 % des Caisses régionales), s'élève à 18,542 milliards d'euros. Le financement de « Sacam Mutualisation » a été réalisé via un apport en capital des Caisses régionales (souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital de

SACAM Mutualisation lui permettant d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole SA). Dans ce cadre, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a participé à l'augmentation de capital de Sacam Mutualisation pour un montant de 331 millions d'euros. Des prêts seniors de Crédit Agricole SA à hauteur de 11 milliards d'euros au taux de 2,15% ont été consentis aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de « Sacam Mutualisation », dont 195 millions d'euros en faveur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

Cette opération s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe, d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales et permet le maintien et le renforcement de la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existait déjà indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et de la garantie Switch CCI/CCA.

Post opération, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor conserve un niveau de solvabilité extrêmement solide. Sa réalisation entraîne le débouclage de la garantie Switch avec effet au 1er juillet 2016 pour sa composante couvrant les CCI/CCA et le remboursement du dépôt auprès de Crédit Agricole SA relatif à cette garantie (5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales et 82 millions d'euros pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor).

– Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquels Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques), celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A. et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur globale de mise en équivalence globale, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnisations préalablement perçues

### 3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est assuré par le Contrôle Permanent et Conformité qui est rattaché au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

#### 3.1. Risque de crédit

(cf. Rapport de gestion chapitre 7.1)

— Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	251 881	271 416
Instruments dérivés de couverture	3 250	1 757
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	237 360	369 117
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	8 964	40 552
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	6 631 838	6 498 753
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	330 879	325 961
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	7 464 172	7 507 556
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	805 272	628 638
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	120 083	134 929
Provisions - Engagements par signature	- 3 326	- 2 896
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	922 029	760 671
Exposition maximale au risque de crédit	8 386 201	8 268 227

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)		

Prêts et créances sur la clientèle	2 889 809	2 651 334
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	125 758	92 657
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)		

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

— Concentrations par agent économique de l'activité de crédit

– Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	595 554			1 785	593 769
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	8 896				8 896
Grandes entreprises	1 218 737	63 171	42 293	8 569	1 167 875
Clientèle de détail	4 993 462	161 830	103 234	60 205	4 830 023
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	6 816 649	225 001	145 527	70 559	6 600 563
(1) Dont encours restructurés pour 21118 milliers d'euros					

(en milliers d'euros)	31/12/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	607 173			723	606 450
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	40 354				40 354
Grandes entreprises	1 268 644	60 426	44 263	11 734	1 212 647
Clientèle de détail	4 806 214	161 824	106 550	62 244	4 637 420
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	6 722 385	222 250	150 813	74 701	6 496 871
(1) Dont encours restructurés pour 26873 milliers d'euros					

– Prêts et créances à la juste valeur par le biais du compte de résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

– Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Administration générale	69 976	66 517
Grandes entreprises	271 451	163 087
Clientèle de détail	463 845	399 034
Total Engagements de financement	805 272	628 638
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
Administration générale	58	59
Grandes entreprises	154 163	141 252
Clientèle de détail	13 631	49 447
Total Engagements de garantie	167 852	190 758

– Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Administration générale	7 783	7 320
Grandes entreprises	790 597	743 060

Clientèle de détail	1 283 248	1 247 802
Total Dettes envers la clientèle	2 081 628	1 998 182

— Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit

– Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	6 800 038	223 247	144 611	70 559	6 584 868
Autres pays de l'Union européenne	8 787	1 469	789		7 998
Autres pays d'Europe	2 916	85	17		2 899
Amérique du Nord	1 323	30	4		1 319
Amériques centrale et du Sud	339				339
Afrique et Moyen-Orient	2 415	170	106		2 309
Asie et Océanie (hors Japon)	119				119
Japon	712				712
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	6 816 649	225 001	145 527	70 559	6 600 563

(1) Dont encours restructurés pour 21118 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31/12/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	6 705 112	219 587	149 447	74 701	6 480 964
Autres pays de l'Union européenne	9 474	1 768	903		8 571
Autres pays d'Europe	3 028				3 028
Amérique du Nord	1 175	75	35		1 140
Amériques centrale et du Sud	271				271
Afrique et Moyen-Orient	2 603	820	428		2 175
Asie et Océanie (hors Japon)	722				722
Japon					0
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	6 722 385	222 250	150 813	74 701	6 496 871

(1) Dont encours restructurés pour 26873 milliers d'euros

– Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	804 985	628 139
Autres pays de l'Union européenne	180	334
Autres pays d'Europe	31	45
Amérique du Nord	23	25
Amériques centrale et du Sud	7	7
Afrique et Moyen-Orient	21	26
Asie et Océanie (hors Japon)	25	62
Japon		
Total Engagements de financement	805 272	628 638
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
France (y compris DOM-TOM)	166 567	189 259

Autres pays de l'Union européenne	1 285	1 499
Autres pays d'Europe		
Amérique du Nord		
Amériques centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Total Engagements de garantie	167 852	190 758

– Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM-TOM)	2 065 081	1 980 820
Autres pays de l'Union européenne	9 933	12 056
Autres pays d'Europe	625	414
Amérique du Nord	2 671	2 221
Amériques centrale et du Sud	283	311
Afrique et Moyen-Orient	2 115	1 665
Asie et Océanie (hors Japon)	257	44
Japon	663	651
Organismes supranationaux		
Total Dettes envers la clientèle	2 081 628	1 998 182

— Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

– Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2016						31/12/2016
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						341 703	26 067
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	1 826
Administration générale						0	
Banques centrales						0	
Etablissements de crédit						0	
Grandes entreprises						0	1 826
Clientèle de détail						0	
Prêts et avances	60 805	1	0	0	60 806	79 474	216 086
Administration générale	31				31		1 785
Banques centrales						0	
Etablissements de crédit						0	
Grandes entreprises	13 387				13 387	20 878	50 862
Clientèle de détail	47 387	1			47 388	58 596	163 439
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	60 805	1	0	0	60 806	421 177	243 979

(en milliers d'euros)	31/12/2015						31/12/2015
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres					0	325 979	26 064
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	1 826
Administration générale						0	
Banques centrales						0	
Etablissements de crédit						0	
Grandes entreprises						0	1 826
Clientèle de détail						0	
Prêts et avances	80 406	4 772	1	3	85 182	71 437	225 514
Administration générale	1 370				1 370		723
Banques centrales						0	

Etablissements de crédit					0		
Grandes entreprises	28 995	3 986			32 981	16 163	55 997
Clientèle de détail	50 041	786	1	3	50 831	55 274	168 794
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	80 406	4 772	1	3	85 182	397 416	253 404

### 3.2. Risque de marché

(cf. Rapport de gestion chapitre 7.2)

— Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

– Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(en milliers d'euros)	31/12/2016						31/12/2015	
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	435	906	1 909	3 250	1 757
Futures								
FRA								
Swaps de taux d'intérêts				435	906	1 909	3 250	1 757
Options de taux								
Caps - floors - collars								
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers								
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres								
Sous-total	0	0	0	435	906	1 909	3 250	1 757
Opérations de change à terme								
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	435	906	1 909	3 250	1 757

– Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(en milliers d'euros)	31/12/2016						31/12/2015	
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	4 158	33 897	51 391	89 446	97 862
Futures								
F.R.A.								
Swaps de taux d'intérêts				4 158	33 897	51 253	89 308	97 728
Options de taux								
Caps - floors - collars						138	138	134
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers								
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres								
Sous-total	0	0	0	4 158	33 897	51 391	89 446	97 862
Opérations de change à terme								
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	4 158	33 897	51 391	89 446	97 862

– Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :



(en milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	61	245 323	4 751	250 135	264 130
Futures								
F.R.A.								
Swaps de taux d'intérêts				61	245 323	4 751	250 135	264 130
Options de taux								
Caps - floors - collars								
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	63	0	85	148	776
Dérivés sur actions et indices boursiers						85	85	720
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres				63			63	56
Sous total	0	0	0	124	245 323	4 836	250 283	264 906
Opérations de change à terme								
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	124	245 323	4 836	250 283	264 906

– Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(en milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	61	1 509	4 797	6 367	10 294
Futures								
F.R.A.								
Swaps de taux d'intérêts				61	1 509	4 797	6 367	10 294
Options de taux								
Caps - floors - collars								
Autres instruments conditionnels								
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change								
Options de change								
Autres instruments	0	0	0	1 038	199 023	41 038	241 099	256 941
Dérivés sur actions et indices boursiers					199 023	41 038	240 061	255 920
Dérivés sur métaux précieux								
Dérivés sur produits de base								
Dérivés de crédits								
Autres				1 038			1 038	1 021
Sous total	0	0	0	1 099	200 532	45 835	247 466	267 235
Opérations de change à terme								
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	0	0	0	1 099	200 532	45 835	247 466	267 235

– Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	3 930 739	3 432 459
Futures	4 882	
F.R.A.		
Swaps de taux d'intérêts	3 905 800	3 409 459
Options de taux		
Caps - floors - collars	20 057	23 000
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or	32 366	40 970
Opérations fermes de change		
Options de change	32 366	40 970

Autres instruments	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers		
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	3 963 105	3 473 429
Opérations de change à terme	47 856	44 954
Total Notionnels	4 010 961	3 518 383

— Risque de change  
(cf. Rapport de gestion chapitre 7.3)

– Contribution des différentes devises au bilan consolidé

(en milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	9 109 306	9 109 306	8 908 280	8 908 280
Autres devises de l'Union européenne	1 147	1 147	1 723	1 723
USD	4 737	4 737	4 082	4 082
JPY	1 076	1 076	182	182
Autres devises	1 166	1 166	1 141	1 141
Total bilan	9 117 432	9 117 432	8 915 408	8 915 408

– Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

### 3.3. Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion chapitre 7.3)

– Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	74 753	143 515	228 961	168 503		615 732
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	364 938	728 535	2 628 243	3 086 037		6 807 753
Total	439 691	872 050	2 857 204	3 254 540	0	7 423 485
Dépréciations						-216 086
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						7 207 399

(en milliers d'euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	132 288	4 177	230 068	359 987		726 520
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	380 432	714 721	2 603 621	2 983 257		6 682 031
Total	512 720	718 898	2 833 689	3 343 244	0	7 408 551
Dépréciations						-225 514
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						7 183 037

– Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	562 857	1 143 425	1 910 384	568 004		4 184 670
Dettes envers la clientèle	1 743 156	108 949	221 505	8 018		2 081 628
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	2 306 013	1 252 374	2 131 889	576 022	0	6 266 298

(en milliers d'euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	793 849	1 381 510	1 674 688	469 316		4 319 363
Dettes envers la clientèle	1 543 802	95 925	348 459	9 996		1 998 182
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	2 337 651	1 477 435	2 023 147	479 312	0	6 317 545

– Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						0
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	10 281	417 759	201 565	30 243		659 848
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	10 281	417 759	201 565	30 243	0	659 848
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						0
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						0
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	115 881	273 834	1 658	230 150		621 523
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	115 881	273 834	1 658	230 150	0	621 523
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						0
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

— Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2016					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données		209				209

(en milliers d'euros)	31/12/2015					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	2 077					2 077

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 " Risque de marché".

### 3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change (cf. Rapport de gestion chapitre 7.3)

— Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeur marché		Montant	Valeur marché		Montant
	Positive	Négative	Notionnel	Positive	Négative	Notionnel
Couverture de juste valeur	3 250	89 446	3 468 787	1 757	97 862	2 948 637
Taux d'intérêt	3 250	89 446	3 468 787	1 757	97 862	2 948 637
Instruments de capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Taux d'intérêt						
Instruments de capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total Instruments dérivés de couverture	3 250	89 446	3 468 787	1 757	97 862	2 948 637

### 3.5. Risques opérationnels (cf. Rapport de gestion chapitre 7.4)

### 3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes « adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et « conglomérats financiers », la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est soumise au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013 depuis le 1er janvier 2014 et exigés par les

autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Le dispositif prudentiel a été renforcé par la réforme Bâle 3 qui consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de capital et des exigences supplémentaires au terme de la liquidité et du levier. Certaines dispositions s'appliquent de manière progressive jusqu'au 31 décembre 2017, de même pour l'exigence de coussins en capital qui atteindra la cible en 2019.

Toutefois, le régulateur a maintenu les exigences de fonds propres au titre des niveaux plancher (l'exigence Bâle 3 ne pouvant être inférieure à 80 % de l'exigence Bâle 1).

Le niveau plancher a été supprimé. Cependant, l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire et est prévue jusqu'à la fin de la période transitoire prévue fin 2017.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1) et des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1) ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnu en Bâle 3, les instruments de fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion plus exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles Bâle 3, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 pour les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du Tier 1 (AT1) et du Tier 2. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances quand l'établissement n'est pas soumis à l'application de la « Directive conglomérat financier », sinon les valeurs de mise en équivalence des titres des entreprises d'assurances détenues dans le Groupe sont pondérées en risques.

En 2016 comme en 2015 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a répondu aux exigences réglementaires.

#### 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### 4.1. Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 856	1 396
Sur opérations internes au Crédit Agricole	19 757	24 149
Sur opérations avec la clientèle	193 939	211 412
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	0	333
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 346	10 774
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	6 072	1 561
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêts (1) (2)	231 970	249 625
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 209	-1 338
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-28 159	-41 513
Sur opérations avec la clientèle	-24 964	-17 830
Sur dettes représentées par un titre	-33 387	-26 178
Sur dettes subordonnées	1	
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-37 721	-35 331
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et charges assimilées	-19	
Charges d'intérêts	-125 458	-122 190
(1) Dont 6863 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2016 contre 6674 milliers d'euros au 31 décembre 2015.		
(2) Dont 1575 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2016 contre 2038 milliers d'euros au 31 décembre 2015.		

Les évolutions entre 2015 et 2016 sont essentiellement liées au contexte de taux bas : baisse des intérêts clientèle (réaménagements de crédits), baisse du coût du refinancement, hausse de la provision épargne logement (voir notes 15 et 16), ainsi qu'à la baisse de la rémunération du switch (voir note 1.3 opération de simplification capitalistique).

##### 4.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
-----------------------	------------	------------

	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	647	-102	545	250	-82	168
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 085	-18 623	-2 538	22 051	-18 688	3 363
Sur opérations avec la clientèle	29 923	-856	29 067	29 804	-693	29 111
Sur opérations sur titres		-1	-1			0
Sur opérations de change	71		71	67		67
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan			0			0
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	65 946	-5 578	60 368	65 932	-5 760	60 172
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 234	0	3 234	3 245		3 245
Produits nets des commissions	115 906	-25 160	90 746	121 349	-25 223	96 126

En 2016, le contexte de taux bas explique la baisse des commissions de collecte (opérations internes au Crédit Agricole).

#### 4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes reçus		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	32 051	25 182
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	88	94
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1	-622
Résultat de la comptabilité de couverture	-603	11
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	31 537	24 665

La variation entre 2016 et 2015 est essentiellement liée aux intérêts courus des swaps couvrant les BMTN structurés. Cette évolution est compensée par les intérêts courus des BMTN en charges d'intérêt (dettes représentées par un titre)

– Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	42 910	-43 455	-545
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	22 927	-20 280	2 647
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	19 983	-23 175	-3 192
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	138 044	-138 102	-58
Variations de juste valeur des éléments couverts	61 622	-76 192	-14 570
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	76 422	-61 910	14 512
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	180 954	-181 557	-603

(en milliers d'euros)	31/12/2015		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	29 833	-29 793	40

Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	19 328	-10 164	9 164
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	10 505	-19 629	-9 124
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	171 171	-171 200	-29
Variations de juste valeur des éléments couverts	74 271	-96 735	-22 464
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	96 900	-74 465	22 435
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	201 004	-200 993	11

#### 4.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes reçus	18 124	11 140
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 543	12 413
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-32	-445
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	0	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	19 635	23 108
<i>(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8 " Coût du risque".</i>		

– Les dépréciations durables constatées en 2016 sont :

FCPR Omnes croissance 4 part b (passage en déprécié durablement)	-20
SEM Semarmor (complément dépréciation durable)	-5
GIE CA Innove (complément dépréciation durable)	-2
SAS Sacam Fia-Net Europe (complément dépréciation durable)	-5
Total	-32

Les plus ou moins-values de cessions réalisées en 2016 sont essentiellement liées à l'activité des fonds dédiés (1440 milliers d'euros). En 2015 des plus-values avaient été réalisées dans la Caisse Régionale à hauteur de 10237 milliers d'euros.

– Détail des dividendes 2016 :

Sacam Développement	535
SAS Sacam Machinisme	3
SAS Sacam Assurances Caution	21
SAS Cofilmo	32
CA Titres (déconso 03/09)	23
SAS Acticam	18
SAS Sacam Immobilier	74
CA-Protection Sécurité (ex CT CAM)	40
SAS Sacam International	315
Uni Ouest Conseil	18
SCPI Edissimmo	16
OMNES CAPITAL FR0010186254	348
OMNES CAPITAL FR0010561324	963
OMNES CAPITAL FR0011711753	10
OMNES CAPITAL FR0012559771	15
SAS Rue La Boétie	15 556

C2MS	140
SNC Sirca	1
SCCV Les Jardins du Val	-1
SCCV Domaine de Merlin	-3
Total dividendes	18 124

A noter, l'évolution du dividende SAS La Boétie qui est de 15556 milliers d'euros en 2016 contre 8697 milliers d'euros en 2015.

– Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-72	-5
Autres produits (charges) nets	449	1 492
Produits (charges) des autres activités	377	1 487

#### 4.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Charges de personnel	-66 585	-67 418
Impôts et taxes (1)	-6 306	-5 354
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-47 316	-42 965
Charges générales d'exploitation	-120 207	-115 737
<i>(1) Dont 506 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution et 849 milliers d'euros au titre du fonds de garantie des dépôts.</i>		

A noter dans l'évolution des charges d'exploitation la hausse des charges informatiques (1301 milliers d'euros pour la charge liée à CA Technologies) et la perte liée à l'abandon du projet BOE (voir note 2 événements significatifs)

— Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

– La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2016 est donnée ci-dessous :

(en milliers d'euros hors taxes)	Rouxel Tanguy		KPMG		Total 2016
	2016	2015	2016	2015	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	58	58	58	58	116
Emetteur	58	58	58	58	116
Filiales intégrées globalement					0
Autres services	0	0	0	0	0
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes (1)	0	0	0	0	0
Emetteur					0
Filiales intégrées globalement					0
Autres prestations (1)					0
Services autres que la certification des comptes (2)					0
Total	58	58	58	58	116

#### 4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux amortissements	-5 948	-6 181
Immobilisations corporelles	-5 864	-6 152
Immobilisations incorporelles	-84	-29
Dotations (reprises) aux dépréciations	0	0



Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-5 948	-6 181

**4.8. Coût du risque**

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-49 926	-61 661
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		
Prêts et créances	-48 045	-55 949
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs	-16	
Engagements par signature	495	-393
Risques et charges	-1 370	-5 319
Reprises de provisions et de dépréciations	47 117	47 455
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		
Prêts et créances	46 364	44 748
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs		111
Engagements par signature	34	237
Risques et charges	719	2 359
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-2 809	-14 206
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-354	-467
Récupérations sur prêts et créances amortis	259	341
Décotes sur crédits restructurés	-5	-24
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes		-46
Autres produits		
Coût du risque	-2 909	-14 402

A noter, variation de 11493 milliers d'euros entre 2015 et 2016 qui s'explique essentiellement par :

- Variation provisions/pertes individuelles prêts et créances +10000 milliers d'euros (dossiers Entreprises provisionnés en 2015)
- Variation sur litiges clientèle +1942 milliers d'euros

Le coût du risque 2016 est constitué principalement :

- coût du risque net individuel sur prêts créances clientèle de -5086 milliers d'euros
- coût du risque net collectif et filières + 4143 milliers euros (reprise)
- reprise de 9 m€ sur le secteur professionnel et particulier
- dotation de 4 m€ sur le secteur agricole
- coût du risque avances consolidables -833 milliers d'euros
- coût du risque sur passifs : -651 milliers d'euros
- coût du risque engagement par signature : -461 milliers d'euros

**4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs**

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	13	-16
Plus-values de cession	13	41
Moins-values de cession		-57
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	13	-16

**4.10. Impôts**

- Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Charge d'impôt courant	-36 325	-41 238
Charge d'impôt différé	-3 907	-5 751
Charge d'impôt de la période	-40 232	-46 989

Le taux d'impôt courant a baissé de 38 % à 34.43 % entre 2015 et 2016

Le taux d'impôt différé de 28.92 % a été appliqué en 2016 sur la majorité des impôts différés (projet de loi de finances 2017) contre 34.43 % en 2015.

– Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	119 756	34,43 %	41 232
Effet des différences permanentes			-5 119
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			166
Effet de l'imposition à taux réduit			-783
Effet des autres éléments			4 736
Taux et charge effectifs d'impôt		33,59 %	40 232

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	136 485	38 %	51 864
Effet des différences permanentes			-2 992
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			230
Effet de l'imposition à taux réduit			-909
Effet des autres éléments			-1 204
Taux et charge effectifs d'impôt		34,43 %	46 989

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2015.

#### 4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

– Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres reclassifications		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	5 292	-6 971
Ecart de réévaluation de la période	6811	5 442
Transfert en résultat	-1519	-12 413
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0	1
Ecart de réévaluation de la période		1
Transferts en résultat		
Autres variations		

Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-562	3 599
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4 730	-3 371
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-1592	944
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	327	-325
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 265	619
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	3 465	-2 752
Dont part du Groupe	3465	-2752
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

## – Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2015				Variation				31/12/2016			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	16 920	-1 549	15 371	15 371	5 292	-562	4 730	4 730	22 212	-2 111	20 101	20 101
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	16 920	-1 549	15 371	15 371	5 292	-562	4 730	4 730	22 212	-2 111	20 101	20 101
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	16 920	-1 549	15 371	15 371	5 292	-562	4 730	4 730	22 212	-2 111	20 101	20 101
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-2 411	830	-1 581	-1 581	-1 592	327	-1 265	-1 265	-4 003	1 157	-2 846	-2 846
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-2 411	830	-1 581	-1 581	-1 592	327	-1 265	-1 265	-4 003	1 157	-2 846	-2 846
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0				0				0	

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-2 411	830	-1 581	-1 581	-1 592	327	-1 265	-1 265	-4 003	1 157	-2 846	-2 846
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	14 509	-719	13 790	13 790	3 700	-235	3 465	3 465	18 209	-954	17 255	17 255

## 5. Informations sectorielles

— Définition des secteurs opérationnels

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor exerce son activité en France dans un seul secteur d'activité et dans la banque de proximité.

En conséquence aucun tableau détaillé par métier, par pôle d'activité et par zone géographique ne sera produit.

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1. Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	21 717		19 182	
Banques centrales	10 857		5 627	
Valeur au bilan	32 574	0	24 809	0

### 6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

– Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	250 283	264 906
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 598	6 510
Valeur au bilan	251 881	271 416
Dont Titres prêtés		

– Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Instruments de capitaux propres	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	0	0
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Prêts et avances	0	0
Créances sur la clientèle		
Créances sur les établissements de crédit		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	250 283	264 906
Valeur au bilan	250 283	264 906

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est autorisée à redonner en garantie.

– Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Instruments de capitaux propres	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	1 598	6 510
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 598	6 510
Prêts et avances	0	0

Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Valeur au bilan	1 598	6 510

– Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	247 466	267 235
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	247 466	267 235

– Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	247 466	267 235
Valeur au bilan	247 466	267 235

– Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt

### 6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêt et de change.

### 6.4. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées				20 930	48	-15
Obligations et autres titres à revenu fixe	237 360	2 038	-542	348 187	372	-991
Actions et autres titres à revenu variable	27 121	4 523	-141	32 847	3 763	-240
Titres de participation non consolidés (2)	734 291	16 851	-518	385 437	14 647	-664
Total des titres disponibles à la vente	998 772	23 412	-1 201	787 401	18 830	-1 910
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	998 772	23 412	-1 201	787 401	18 830	-1 910
Impôts		-2 277	167		-1 907	358
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)		21 135	-1 034		16 923	-1 552

(1) Dont 27893 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 31 décembre 2016 et 27890 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

(2) « Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 329011 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 313299 milliers d'euros au 31 décembre 2015. »

— Détail :

Union COOP ARGOAT	770
Titre part UNICOPA gérés dans SOFIPAR	1 057
OMNES CAPITAL FR0011711795	20

OMNES CAPITAL FR0010884841	20
SEM Semarmor	52
SA Ceva	8
SASP En Avant Guingamp	5
SNC Cofinim	2 467
SARL PATRIMONO	4 046
GIE CA-INNOVE	52
SAS CAB2H	3 816
SAS Sacam International	6 557
SAS Sacam Fia-Net Europe	516
SAS Sacam Pleinchamp	216
SAS Sacam Fireca	415
SAS Sacam Santefi	69
SAS Rue La Boétie	7 807
<b>Total</b>	<b>27 893</b>

### 6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

– Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Etablissements de crédit		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	8 896	40 354
Comptes et prêts	8 342	14 119
dont comptes ordinaires débiteurs sains	6 025	11 508
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée (1)		25 681
Prêts subordonnés	554	554
Autres prêts et créances		
Valeur brute	8 896	40 354
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	8 896	40 354
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	606 836	686 166
Comptes ordinaires	62 430	86 767
Comptes et avances à terme (2)	544 406	571 094
Prêts subordonnés (3)		28 305
Valeur brute	606 836	686 166
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	606 836	686 166
Valeur au bilan	615 732	726 520
<i>(1) Pensions livrées de 2015 échues en 2016</i>		
<i>(2) Evolution 2016 par rapport à 2015 : Dont remboursement switch lié à l'opération de simplification capitalistique 81723 milliers d'euros, dont placements monétaires auprès de Crédit Agricole SA en hausse de 55738 milliers d'euros</i>		
<i>(3) Remboursement de prêts subordonnés Crédit Agricole SA en 2016</i>		

– Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	2 431	2 435
Titres non cotés sur un marché actif	2 431	2 435

Prêts et avances	6 805 322	6 679 596
Créances commerciales	11 152	11 772
Autres concours à la clientèle	6 736 992	6 604 999
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	128	128
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	19 424	20 289
Comptes ordinaires débiteurs	37 626	42 408
Valeur brute	6 807 753	6 682 031
Dépréciations	-216 086	-225 514
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	6 591 667	6 456 517
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement	0	0
Valeur au bilan	6 591 667	6 456 517

### 6.6. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	136 172	137 724
Obligations et autres titres à revenu fixe	194 707	188 237
Total	330 879	325 961
Dépréciations		
Valeur au bilan	330 879	325 961

#### 6.7. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

– Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016

[illegible]

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

– Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2015

[illegible]



Détenus jusqu'à l'échéance	70 982	0	0	0	74 207	75 455	0	75 455	0	75 455	-1 248
Titres de dette	70 982				74 207	75 455		75 455		75 455	-1 248
Prêts et avances											
Total Actifs financiers	70 982	0	0	0	74 207	75 455	0	75 455	0	75 455	-1 248
Opérations de location-financement											
Total Actifs transférés	70 982	0	0	0	74 207	75 455	0	75 455	0	75 455	-1 248

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

31/12/2015	Actifs transférés non décomptabilisés intégralement		
Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
Détenus à des fins de transaction	0	0	0
Instruments de capitaux propres			
Titres de dette			
Prêts et avances			
Désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0
Instruments de capitaux propres			
Titres de dette			
Prêts et avances			
Disponibles à la vente	0	0	0
Instruments de capitaux propres			
Titres de dette			
Prêts et avances			
Prêts et créances	0	0	0
Titres de dette			
Prêts et avances			
Détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0
Titres de dette			
Prêts et avances			
Total Actifs financiers	0	0	0
Opérations de location-financement			
Total Actifs transférés	0	0	0

#### — Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement auto-souscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

#### — Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a constaté aucun engagement encouru relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement

#### — Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2015

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'a constaté aucun engagement encouru relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement

### 6.8. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	225 514		49 317	-58 745			216 086
dont dépréciations collectives	74 701		9 050	-13 192			70 559
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs disponibles à la vente	27 890		33	-30			27 893

Autres actifs financiers	2		15				17
Total Dépréciations des actifs financiers	253 406	0	49 365	-58 775	0	0	243 996

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	222 153		57 451	-54 090			225 514
dont dépréciations collectives	78 827		5 268	-9 394			74 701
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs disponibles à la vente	27 446		446	-2			27 890
Autres actifs financiers	113			-111			2
Total Dépréciations des actifs financiers	249 712	0	57 897	-54 203	0	0	253 406

Les dotations aux provisions sur les Actifs disponibles à la vente sont détaillées en note 4.4, elles correspondent à des dotations sur titres FCPR et titres de participation (Les titres SAS Rue La Boétie n'ont pas fait l'objet de dépréciation complémentaire).

## 6.9. Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor au risque souverain sont les suivantes :

### – Activité bancaire

31/12/2016		Expositions nettes de dépréciations						
(en milliers d'euros)	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne								
Arabie Saoudite								
Chine								
Espagne								
Etats-Unis								
France	136 172					136 172		136 172
Grèce								
Hong Kong								
Irlande								
Italie								
Japon								
Maroc								
Portugal								
Royaume-Uni								
Russie								
Syrie								
Ukraine								
Total	136 172	0	0	0	0	136 172	0	136 172

31/12/2015	Expositions nettes de dépréciations							
(en milliers d'euros)	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances				
Allemagne								
Arabie Saoudite								
Chine								
Espagne								
Etats-Unis								
France	137 724	16 973				154 697		154 697
Grèce								
Hong Kong								
Irlande								
Italie								
Japon								
Maroc								

Portugal								
Royaume-Uni								
Russie								
Syrie								
Ukraine								
Total	137 724	16 973	0	0	0	154 697	0	154 697

— Activité d'assurance

La caisse Régionale du crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concernée ni au 31/12/2015 ni au 31/12/2016.

#### 6.10. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

– Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	1 535	1 271
dont comptes ordinaires créditeurs	381	1
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		75 461
Total	1 535	76 732
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	219	191
Comptes et avances à terme	4 182 916	4 242 440
Total	4 183 135	4 242 631
Valeur au bilan	4 184 670	4 319 363

– Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs	1 375 477	1 221 536
Comptes d'épargne à régime spécial	35 003	30 467
Autres dettes envers la clientèle	671 148	746 179
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	2 081 628	1 998 182

#### 6.11. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :	659 848	621 523
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	659 848	621 523
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	0	0

#### 6.12. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

– Compensation – Actifs financiers

31/12/2016	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation (1)	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement (1) et (2)	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention- cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d) (3) et (4)		(e)=(c)-(d)
Dérivés (5)	253 470		253 470	13 272		240 198
Prises en pension de titres (6)	50 113	50 027	86	86		0
Prêts de titres (7)			0			0
Autres instruments financiers (8)			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	303 583	50 027	253 556	13 358	0	240 198

(1) Si les divers instruments financiers présentés sont soumis à des modes d'évaluation différents, conformément à IFRS 7.B42, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit indiquer les instruments pour le montant pour lequel elle les a comptabilisés et des informations connexes doivent être données au sujet des différences d'évaluation.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42.

(3) Ces montants ne devraient comprendre uniquement les droits de compensation exécutoires et exerçables qu'en cas de défaillance d'insolvabilité ou de faillite.

Ils ne peuvent pas être supérieurs aux soldes nets.

(4) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit décrire les types de droits à compensation et d'accords similaires, y compris la nature de ces droits.

(5) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97.49 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(6) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(7) Le montant des prêts de titres soumis à compensation représente 100 % des prêts de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(8) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 0 % des autres actifs financiers à l'actif à la date d'arrêté.

31/12/2015	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation (1)	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement (1) et (2)	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention- cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d) (3) et (4)		(e)=(c)-(d)
Dérivés (5)	266 663		266 663	13 418		253 245
Prises en pension de titres (6)	25 681		25 681	25 681		0
Prêts de titres (7)			0			0
Autres instruments financiers (8)			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	292 344	0	292 344	39 099	0	253 245

(1) Si les divers instruments financiers présentés sont soumis à des modes d'évaluation différents, conformément à IFRS 7.B42, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit indiquer les instruments pour le montant pour lequel elle les a comptabilisés et des informations connexes doivent être données au sujet des différences d'évaluation.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42.

(3) Ces montants ne devraient comprendre uniquement les droits de compensation exécutoires et exerçables qu'en cas de défaillance d'insolvabilité ou de faillite.

Ils ne peuvent pas être supérieurs aux soldes nets.

(4) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit décrire les types de droits à compensation et d'accords similaires, y compris la nature de ces droits.

(5) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97.5 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(6) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(7) Le montant des prêts de titres soumis à compensation représente 0 % des prêts de titres à l'actif à la date d'arrêté.

(8) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 0 % des autres actifs financiers à l'actif à la date d'arrêté.

## – Compensation – Passifs financiers

31/12/2016	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation (1)	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement (1) et (2)	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d) (3) et (4)		(e)=(c)-(d)
Dérivés (5)	335 944		335 944	13 272		322 672
Mises en pension de titres (6)	50 113	50 027	86	86		0
Emprunts de titres (7)			0			0
Autres instruments financiers (8)			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	386 057	50 027	336 030	13 358	0	322 672

(1) Si les divers instruments financiers présentés sont soumis à des modes d'évaluation différents, conformément à IFRS 7.B42, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit indiquer les instruments pour le montant pour lequel elle les a comptabilisés et des informations connexes doivent être données au sujet des différences d'évaluation.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42.

(3) Ces montants ne devraient comprendre uniquement les droits de compensation exécutoires et exerçables qu'en cas de défaillance d'insolvabilité ou de faillite.

Ils ne peuvent pas être supérieurs aux soldes nets.

(4) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit décrire les types de droits à compensation et d'accords similaires, y compris la nature de ces droits.

(5) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 98,78 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(6) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 0 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

(7) Le montant des emprunts de titres soumis à compensation représente 0 % des emprunts de titres au passif à la date d'arrêté.

(8) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 0 % des autres instruments financiers au passif à la date d'arrêté.

31/12/2015	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation (1)	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement (1) et (2)	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d) (3) et (4)		(e)=(c)-(d)
Dérivés (5)	365 097		365 097	13 418		351 679
Mises en pension de titres (6)	25 681	25 681	0			0
Emprunts de titres (7)			0			0
Autres instruments financiers (8)			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	390 778	25 681	365 097	13 418	0	351 679

(1) Si les divers instruments financiers présentés sont soumis à des modes d'évaluation différents, conformément à IFRS 7.B42, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit indiquer les instruments pour le montant pour lequel elle les a comptabilisés et des informations connexes doivent être données au sujet des différences d'évaluation.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42.

(3) Ces montants ne devraient comprendre uniquement les droits de compensation exécutoires et exerçables qu'en cas de défaillance d'insolvabilité ou de faillite.

Ils ne peuvent pas être supérieurs aux soldes nets.

(4) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor doit décrire les types de droits à compensation et d'accords similaires, y compris la nature de ces droits.

(5) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(6) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 0 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

(7) Le montant des emprunts de titres soumis à compensation représente 0 % des emprunts de titres au passif à la date d'arrêté.

(8) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 0 % des autres instruments financiers au passif à la date d'arrêté.

### 6.13. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts courants	1 749	3 941
Impôts différés	29 566	32 310
Total Actifs d'impôts courants et différés	31 315	36 251
Impôts courants	1 887	341
Impôts différés	105	181
Total Passifs d'impôts courants et différés	1 992	522

– Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	32 798	0	37 961	0
Charges à payer non déductibles	332		296	
Provisions non déductibles	30 994		36 824	
Autres différences temporaires	1 472		841	
Impôts différés sur réserves latentes	2	0	235	0
Actifs disponibles à la vente	-847		-269	
Couvertures de Flux de Trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	849		504	
Impôts différés sur résultat	-3 234	105	-5 886	181
Total Impôts différés	29 566	105	32 310	181

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 0 milliers d'euros pour 2016 contre 0 milliers d'euros en 2015.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

### 6.14. Comptes de régularisation actif, passif et divers

– Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs	70 253	86 601
Comptes de stocks et emplois divers		
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Débiteurs divers (1) (2)	68 946	84 933
Comptes de règlements	1 307	1 668
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	46 058	49 040
Comptes d'encaissement et de transfert	6 348	11 415
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	38 988	37 068
Charges constatées d'avance	719	557
Autres comptes de régularisation	3	
Valeur au bilan	116 311	135 641

(1) Dont 0 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

(2) Evolution entre 2016 et 2015 : en 2015, collatéral des dérivés conclus avec CACIB : 16490 milliers d'euros, 0 milliers d'euros en 2016.

– Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs (1)	212 538	43 398
Comptes de règlements		
Créditeurs divers (3)	203 273	34 649
Versement restant à effectuer sur titres	9 265	8 749
Autres passifs d'assurance		
Autres		
Comptes de régularisation	95 192	88 718
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	15 570	13 943
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits constatés d'avance	35 600	33 398
Charges à payer	44 020	41 376
Autres comptes de régularisation	2	1
Valeur au bilan	307 730	132 116

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

(3) Evolution entre 2016 et 2015 : en 2016, collatéral des dérivés conclus avec CACIB : 164110 milliers d'euros, 0 milliers d'euros en 2015.

#### 6.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concernée

#### 6.16. Co-entreprises et entreprises associées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor n'est pas concernée et ne présentera aucune information sur les co-entreprises.

#### 6.17. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	197		29			1 818	2 044
Amortissements et dépréciations	-41		-72				-113
Valeur au bilan (1)	156	0	-43	0	0	1 818	1 931

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Valeur brute	56		2			139	197
Amortissements et dépréciations	-10		-5			-26	-41
Valeur au bilan (1)	46	0	-3	0	0	113	156

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 2117 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 270 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

– Juste valeur des immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	2 117	270
Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3		
Valeur de marché des immeubles de placement	2 117	270

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

#### 6.18. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	142 988		3 370	-42		-1 818	144 498
Amortissements et dépréciations (1)	-75 517		-5 864	41		0	-81 340
Valeur au bilan	67 471	0	-2 494	-1	0	-1 818	63 158

Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2473		238				2 711
Amortissements et dépréciations	-2392		-84				-2 476
Valeur au bilan	81	0	154	0	0	0	235

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	144 198		3 675	-4 747		-138	142 988
Amortissements et dépréciations (1)	-74 016		-6 153	4 626		26	-75 517
Valeur au bilan	70 182	0	-2 478	-121	0	-112	67 471
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2411		62				2 473
Amortissements et dépréciations	-2363		-29				-2 392
Valeur au bilan	48	0	33	0	0	0	81

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

### 6.19. Ecarts d'acquisition

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée

### 6.20. Provisions techniques des contrats d'assurance

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée

### 6.21. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Risques sur les produits épargne-logement	9 691		4 546					14 237
Risques d'exécution des engagements par signature	2 897		495	-31	-34			3 327
Risques opérationnels	8 444		124	-124				8 444
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 355		86	-37	-21		1 473	3 856
Litiges divers	7 682		1 411	-3 570	-714			4 809
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	4 943		674	-2 948	-15			2 654
Total	36 012	0	7 336	-6 710	-784	0	1 473	37 327

(1) Dont 3015 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 842 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Risques sur les produits épargne-logement	9 746				-55			9 691
Risques d'exécution des engagements par signature	2 741		393		-237			2 897
Risques opérationnels	9 697		2 131	-891	-2 493			8 444
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 453		111	-62	-21		-1 126	2 355
Litiges divers	5 027		3 188	-45	-488			7 682
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	6 717		831	-2 564	-41			4 943
Total	37 381	0	6 654	-3 562	-3 335	0	-1 126	36 012

(1) Dont 1563 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 792 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

– Epargne logement : mise à jour du modèle de calcul de la provision au 31/12/2016. La variation de provision est essentiellement due à la révision de la marge épargne, à la mise à jour des taux et de la liquidité et à l'actualisation des écoulements de PEL.

– Les autres mouvements correspondent à l'amortissement actuariel des avantages postérieurs à l'emploi qui impactent les capitaux propres.

– Les provisions pour litige évoluent de -2873 milliers d'euros essentiellement par :



- Litiges fiscaux : -49 milliers d'euros
- Litiges clientèle : -1243 milliers d'euros (appels en responsabilité)
- Litiges divers (architecte) : -1581 milliers d'euros

– Autres risques : la variation de 2016 de 2319 milliers d'euros correspond essentiellement à une variation sur notre encours de DAT progressifs pour 2245 milliers d'euros (provision correspondant au différentiel de taux entre le TIE et le taux progressif).

— Provision épargne-logement :

– Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	871 752	732 064
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	655 140	642 729
Ancienneté de plus de 10 ans	279 685	291 151
Total plans d'épargne-logement	1 806 577	1 665 944
Total comptes épargne-logement	198 504	198 501
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 005 081	1 864 445

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2016 pour les données au 31 décembre 2016 et à fin novembre 2015 pour les données au 31 décembre 2015.

– Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement	21 524	28 820
Comptes épargne-logement	96 697	121 433
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	118 221	150 253

– Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	6 346	3 867
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 672	2 379
Ancienneté de plus de 10 ans	4 219	3 445
Total plans d'épargne-logement	14 237	9 691
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	14 237	9 691

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	9 691	4 546			14 237
Comptes épargne-logement					0
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	9 691	4 546	0	0	14 237

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

## 6.22. Capitaux propres

— Composition du capital au 31 décembre 2016

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L.231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2016	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2016	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	0	0	0	0	0	0
dont part du Public						
dont part Sacam Mutualisation						
dont part autodétenue						
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0	25%	0%
dont part du Public						
dont part Crédit Agricole S.A.	1 500 000		1 500 000	0		
dont part Sacam Mutualisation		1 500 000		0	25%	
Parts sociales	4 499 974	1	1	4 499 974	75%	100%
dont 44 Caisses Locales	4 499 821			4 499 821	75%	84%
dont 15 administrateurs de la CR	75			75		6%
dont Crédit Agricole S.A.	1		1			
dont Sacam Mutualisation		1		1		10%
dont 25 divers (collectivités, coopératives ...)	77			77		
Total	5 999 974	1 500 001	1 500 001	4 499 974	100%	100%

La valeur nominale des titres est de 15.25 euros et le montant total du capital est de 91500 milliers d'euros

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

#### — Dividendes

Au titre de l'exercice 2016, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 28 mars 2017 le paiement d'un dividende par part sociale de 0.18 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

#### – Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2013		2,99	0,37
2014		3,06	0,28
2015		2,94	0,16
Prévu 2016		2,98	0,18

#### – Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 6738 milliers d'euros en 2016.

#### — Affectation du résultat et fixation du dividende 2016

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2016 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor du 28 mars 2017.

Le texte des résolutions est le suivant :

- 3ème résolution :

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de servir aux porteurs de parts sociales une rémunération d'un montant de 1,2 %, soit une somme d'environ 0,18€ par part.

Cela représente un dividende global de 823 495,24 €.

- 4ème résolution :

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de distribuer aux porteurs de certificats coopératifs d'associés un dividende global de 4 470 000 euros.

Ce montant versé équivaut à 2.98 euros par titre détenu.

- 5ème résolution :

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir ainsi qu'il suit les excédents de l'exercice 2016 de la Caisse Régionale :

Résultat après impôt sur les sociétés	59 522 066,23 €
Affectation RAN	0,00 €
Affectation aux réserves réglementées	0,00 €
Rémunération des parts sociales de la Caisse Régionale	823 495,24 €
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés	4 470 000,00 €
Affectation du 3/4 du solde à la réserve légale	40 671 428,24 €
Affectation du reste à la réserve facultative	13 557 142,75 €

Conformément à l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende distribué	Avoir fiscal ou abattement
2013	6 149 991,12 €	Eligible à l'abattement*
2014	5 885 992,51 €	Eligible à l'abattement*
2015	5 143 495,76 €	Eligible à l'abattement*
* Article 158-3-2 du Code Général des Impôts, sans considération de la qualité du bénéficiaire		

— Titres super subordonnés à durée indéterminée

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

### 6.23. Participations ne donnant pas le contrôle

— Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations ne donnant pas le contrôle significatif

Les intérêts détenus par les participations ne donnant pas le contrôle sont non significatifs pour La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, la part des capitaux propres revenant aux minoritaires représentant 21 milliers d'euros. Elle correspond à une part détenue par les gestionnaires des fonds dédiés :

- une part détenue par Amundi dans le fonds dédié Finarmor Gestion (sur 9979 parts)
- une part détenue par CPR dans Armor Fonds Dédié (sur 39257 parts).
- une part détenue par Amundi dans le fonds dédié Argoat finances (sur 10401 parts)

### 6.24. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont considérés comme ayant une échéance indéterminée compte tenu de l'absence de maturité définie.

(en milliers d'euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	32 574					32 574
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8	716	246 321	4 836		251 881
Instruments dérivés de couverture	216	219	906	1 909		3 250
Actifs financiers disponibles à la vente	3 002		74 025	127 197	794 548	998 772
Prêts et créances sur les établissements de crédit	74 753	143 515	228 961	168 503		615 732
Prêts et créances sur la clientèle	305 220	712 471	2 585 783	2 988 193		6 591 667

Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	79 727					79 727
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 098	18 853	103 917	194 011		330 879
Total Actifs financiers par échéance	509 598	875 774	3 239 913	3 484 649	794 548	8 904 482
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	78	1 021	200 532	45 835		247 466
Instruments dérivés de couverture	155	4 003	33 897	51 391		89 446
Dettes envers les établissements de crédit	562 857	1 143 425	1 910 384	568 004		4 184 670
Dettes envers la clientèle	1 743 156	108 949	221 505	8 018		2 081 628
Dettes représentées par un titre	10 281	417 759	201 565	30 243		659 848
Dettes subordonnées						0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total Passifs financiers par échéance	2 316 527	1 675 157	2 567 883	703 491	0	7 263 058

(en milliers d'euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	24 809					24 809
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	81	5 073	3 004	263 258		271 416
Instruments dérivés de couverture		42		1 715		1 757
Actifs financiers disponibles à la vente	500	8 046	69 828	261 971	447 056	787 401
Prêts et créances sur les établissements de crédit	132 288	4 177	230 068	359 987		726 520
Prêts et créances sur la clientèle	318 492	697 916	2 559 693	2 880 416		6 456 517
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	81 427					81 427
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 407	20 773	91 256	210 525		325 961
Total Actifs financiers par échéance	561 004	736 027	2 953 849	3 977 872	447 056	8 675 808
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 548	1 142	1 760	261 785		267 235
Instruments dérivés de couverture	489	3 103	30 522	63 748		97 862
Dettes envers les établissements de crédit	793 849	1 381 510	1 674 688	469 316		4 319 363
Dettes envers la clientèle	1 543 802	95 925	348 459	9 996		1 998 182
Dettes représentées par un titre	115 881	273 834	1 658	230 150		621 523
Dettes subordonnées						0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total Passifs financiers par échéance	2 456 569	1 755 514	2 057 087	1 034 995	0	7 304 165

## 7. Avantages au personnel et autres rémunérations

## 7.1. Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements (1) (2)	-31376	-32 960
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4546	-4 428
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-1500	-1 223
Autres charges sociales	-13063	-13 325
Intéressement et participation	-7754	-7 805
Impôts et taxes sur rémunération	-8346	-7 677
Total Charges de personnel	-66 585	-67 418

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 148 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

(2) Dont indemnités liées à la retraite pour 0 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Les salaires et traitements comprennent les charges relatives aux paiements à base d'actions pour 148 milliers d'euros, cette somme correspondant à la charge relative à la décote accordée aux salariés minorée du coût d'incessibilité dans le cadre de l'augmentation de capital de Crédit Agricole SA réservée aux salariés des entités du groupe.

## 7.2. Effectif fin de période

Effectifs	31/12/2016	31/12/2015
France	1 138	1 121
Etranger		
Total	1 138	1 121

## 7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

– Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	17 668		17 668	18 482
Ecart de change				0
Coût des services rendus sur l'exercice	1 413		1 413	1 365
Coût financier	359		359	0
Cotisations employés				-214
Modifications, réductions et liquidations de régime				-134
Variation de périmètre	-72		-72	-1 277
Prestations versées (obligatoire)	-725		-725	0
Taxes, charges administratives et primes				276
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-28		-28	-435
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1 590		1 590	-395
Dette actuarielle au 31/12/N	20 205	0	20 205	17 668

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience

– Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	1413		1413	1151
Charge/produit d'intérêt net	55		55	41
Impact en compte de résultat au 31/12/N	1468	0	1468	1192

– Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en autres éléments du résultat global non recyclables au 31/12/N-1	2409		2409	3354
Ecart de change				0
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	31		31	-115

Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-28		-28	-435
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1590		1590	-395
Ajustement de la limitation d'actifs				0
Total des éléments reconnus immédiatement en autres éléments du résultat global au 31/12/N	4002	0	4002	2409
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>				

## – Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	16104		16104	15779
Ecart de change				0
Intérêt sur l'actif (produit)	304		304	235
Gains/(pertes) actuariels	-31		-31	115
Cotisations payées par l'employeur	1608		1608	1386
Cotisations payées par les employés				0
Modifications, réductions et liquidations de régime				0
Variation de périmètre	-72		-72	-134
Taxes, charges administratives et primes				0
Prestations payées par le fonds	-725		-725	-1277
Juste valeur des actifs au 31/12/N	17188	0	17188	16104

## – Variation de juste valeur des droits à remboursement

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1				
Ecart de change				
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)				
Gains/(pertes) actuariels				
Cotisations payées par l'employeur				
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variation de périmètre				
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds				
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N	0	0	0	0

## – Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	20 205		20 205	17 668
Impact de la limitation d'actifs				0
Juste valeur des actifs fin de période	-17 188		-17 188	-16 104
Position nette (passif) / actif fin de période	3 017	0	3 017	1 564

## – Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	1,37		2,05	

Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,58	2,08
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,5	2,5
Taux d'évolution des coûts médicaux		
Autres (à détailler)		

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice Iboxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

#### – Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions (2)	9,6 %	1 657					9,6 %	1 657	
Obligations (2)	84,1 %	14 462					84,1 %	14 462	
Immobiliers	6,2 %	1 069					6,2 %	1 069	
Autres actifs (3)									

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

(2) Dont instruments émis par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor : actions pour 0 milliers d'euros et obligations pour 0 milliers d'euros

(3) Cash contrat d'assurance...

Au 31 décembre 2016, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4.36 % ;
- Une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4.74 %.

#### 7.5. Autres avantages sociaux

La Caisse Régionale des Côtes d'Armor a conclu avec les partenaires sociaux un accord d'intéressement couvrant la période 2014-2016. Cet accord définit les modalités de calcul d'une enveloppe globale d'intéressement intégrant la participation légale. Le montant de l'intéressement dans les comptes au titre de l'exercice 2016 s'élève à 6 904 milliers d'euros, celui de la participation à 850 milliers d'euros.

Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 842 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2016 et correspondent aux provisions relatives aux médailles du travail.

#### 7.6. Paiements à base d'actions

La Caisse Régionale des Côtes d'Armor n'est pas concernée par le paiement à base d'actions en 2016.

#### 7.7 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des sommes allouées pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes d'administration et des organes de direction en fonction de leurs fonctions s'est élevé en brut à 1840 milliers d'euros (hors avantage à long terme).

### 8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

#### – Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés	1 129 175	1 254 519
Engagements de financement	<b>806 973</b>	<b>666 910</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	1 701	38 272
Engagements en faveur de la clientèle	805 272	628 638
Ouverture de crédits confirmés	492 049	384 205
Ouverture de crédits documentaires	961	1 444
Autres ouvertures de crédits confirmés	491 088	382 761
Autres engagements en faveur de la clientèle	313 223	244 433
Engagements de garantie	<b>322 202</b>	<b>587 609</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	154 350	396 851
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties (1)	154 350	396 851
Engagements d'ordre de la clientèle	167 852	190 758
Cautions immobilières	8 874	12 492
Autres garanties d'ordre de la clientèle	158 978	178 266
Engagements reçus	1 606 668	1 576 469

Engagements de financement	31 540	61 700
Engagements reçus des établissements de crédit	31 540	61 700
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	<b>1 575 128</b>	<b>1 514 769</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	174 140	188 927
Engagements reçus de la clientèle	1 400 988	1 325 842
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	146 595	163 379
Autres garanties reçues	1 254 393	1 162 463

*(1) Dont 151694 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 394074 milliers d'euros.*

– Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	1 824 890	1 688 411
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	3 824	2 600
Autres dépôts de garantie (3)	51 348	133 071
Titres et valeurs donnés en pension	86	75 461
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	<b>1 880 148</b>	<b>1 899 543</b>
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	277 417	365 847
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	<b>277 417</b>	<b>365 847</b>

*(1) Voir paragraphe créances apportées en garantie*

*(2) Nantissements de certificats de dépôt négociables et titres.*

*(3) L'opération de simplification capitalistique qui s'est traduite par la cession des parts CCI/CCA le 3 août 2016 s'est accompagnée de deux avenants au dispositif switch qui ont pris effet le 21 juillet 2016. Dans ce contexte, l'assiette de la garantie globale (switch) et le dépôt de gage espèces ont été en partie réduits. Ainsi, le montant plafond de la garantie a baissé à concurrence de la composante liées aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et la partie correspondante du dépôt de gage espèces a été remboursée. A l'issue de l'opération, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor conserve un dépôt de 51348 milliers d'euros relatif aux exigences prudentielles liées à la mise en équivalence des participations dans Crédit Agricole Assurance détenues par Crédit Agricole S.A.*

Au 31 décembre 2016 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement en effectuant une opération de mise en pension des titres FCT Crédit Agricole Habitat 2015 contre prise de pension de titres OAT dans le cadre de sa gestion de la liquidité (montants compensés dans le bilan en l'absence d'échange de trésorerie).

– Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a apporté 1 824 890 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 688 411 milliers d'euros en 2015. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a apporté :

- 1 153 918 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 002 157 milliers d'euros en 2015 ;
- 109 461 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 110683 milliers d'euros en 2015 ;
- 561 510 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 575 570 milliers d'euros en 2015.

– Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 0 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 25681 milliers d'euros au 31 décembre 2015, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 277417 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 340166 milliers d'euros au 31 décembre 2015 les garanties détenues par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.



## 9. Reclassements d'instruments financiers

– Principes retenus par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les reclassements hors de la catégorie "Actifs financiers détenus à des fins de transaction" ou hors de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

– Reclassements effectués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas opéré en 2016 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

## 10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variable pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue.
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### 10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

– Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	7 207 399	7 310 589	-	738 469	6 572 120
Créances sur les établissements de crédit	615 732	627 397	-	627 397	-
Comptes ordinaires & prêts JJ	68 369	68 369		68 369	
Comptes et prêts à terme	546 723	558 474		558 474	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	86				
Prêts subordonnés	554	554		554	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					

Créances sur la clientèle	6 591 667	6 683 192	-	111 072	6 572 120
Créances commerciales	11 152	12 588			12 588
Autres concours à la clientèle	6 545 569	6 635 548		94 363	6 541 185
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	-				
Titres non cotés sur un marché actif	2 431	2 403			2 403
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	15 805	15 944			15 944
Comptes ordinaires débiteurs	16 710	16 709		16 709	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	330 879	363 306	363 306	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	136 172	157 308	157 308		
Obligations et autres titres à revenu fixe	194 707	205 998	205 998		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	7 538 278	7 673 895	363 306	738 469	6 572 120

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	7 183 037	7 381 698	-	860 643	6 521 055
Créances sur les établissements de crédit	726 520	745 176	-	745 176	-
Comptes ordinaires & prêts JJ	98 275	98 271		98 271	
Comptes et prêts à terme	573 705	592 370		592 370	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	25 681	25 681		25 681	
Prêts subordonnés	28 859	28 854		28 854	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	6 456 517	6 636 522	-	115 467	6 521 055
Créances commerciales	11 772	11 547			11 547
Autres concours à la clientèle	6 403 836	6 583 852		94 091	6 489 761
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	2 435	2 373			2 373
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	17 503	17 374			17 374
Comptes ordinaires débiteurs	20 971	21 376		21 376	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	325 961	356 307	356 307	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	137 724	155 816	155 816		
Obligations et autres titres à revenu fixe	188 237	200 491	200 491		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	7 508 998	7 738 005	356 307	860 643	6 521 055

– Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					

Dettes envers les établissements de crédit	4 184 670	4 011 924	-	4 011 924	-
Comptes ordinaires & emprunts JJ	514	514		514	
Comptes et emprunts à terme	4 184 070	4 011 410		4 011 410	
Valeurs données en pension	86				
Dettes envers la clientèle	2 081 628	2 108 839	-	2 073 836	35 003
Comptes ordinaires créditeurs	1 375 477	1 375 426		1 375 426	
Comptes d'épargne à régime spécial	35 003	35 003			35 003
Autres dettes envers la clientèle	671 148	698 410		698 410	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	659 848	682 957		682 957	
Dettes subordonnées					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	6 926 146	6 803 720	-	6 768 717	35 003
Etat BFC RPLQ470					

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	4 319 363	4 406 357	-	4 406 357	-
Comptes ordinaires & emprunts JJ	192	192		192	
Comptes et emprunts à terme	4 243 710	4 332 233		4 332 233	
Valeurs données en pension	75 461	73 932		73 932	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	1 998 182	2 035 731	-	2 005 264	30 467
Comptes ordinaires créditeurs	1 221 536	1 221 355		1 221 355	
Comptes d'épargne à régime spécial	30 467	30 467			30 467
Autres dettes envers la clientèle	746 179	783 909		783 909	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-				
Dettes représentées par un titre	621 523	648 105		648 105	
Dettes subordonnées					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	6 939 068	7 090 193	-	7 059 726	30 467

## 10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (Credit Value Adjustment – CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (Debt Value Adjustment – DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Les montants de CVA/DVA pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole des Côtes d'Armor sont de :

- CVA : 987 milliers d'euros en 2016 contre 1092 milliers d'euros en 2015
- DVA : 363 milliers d'euros en 2016 contre 525 milliers d'euros en 2015

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation
- Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	250 283		250 283	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	250 283		250 283	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 598		1 598	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option	1 598		1 598	-
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 598		1 598	
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	998 772		998 772	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	237 360		237 360	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	761 412		761 412	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	3 250		3 250	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 253 903	-	1 253 903	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-			
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-			
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-			
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Y compris 329011 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif de la note 1.3 "Principes et méthodes comptables").

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	264 906	-	264 906	-

Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	264 906		264 906	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	6 510	-	6 510	-
Créances sur les établissements de crédit	-			
Créances sur la clientèle	-			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-			
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option	6 510	-	6 510	-
Effets publics et valeurs assimilées	-			
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 510		6 510	
Actions et autres titres à revenu variable	-			
Actifs financiers disponibles à la vente	787 401	-	787 401	-
Effets publics et valeurs assimilées	20 930		20 930	
Obligations et autres titres à revenu fixe	348 187		348 187	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	418 284		418 284	
Créances disponibles à la vente	-			
Instruments dérivés de couverture	1 757		1 757	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 060 574	-	1 060 574	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-			
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-			
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-			
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Y compris 313299 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif note 1.3 "Principes et méthodes comptables").

– Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	247 466	0	247 466	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	247 466		247 466	
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	89 446		89 446	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	336 912	0	336 912	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-			

Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-			
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-			
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	267 235	0	267 235	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	267 235		267 235	
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	97 862		97 862	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	365 097	0	365 097	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotées sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-			
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-			
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-			
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

— Changements de modèles de valorisation

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas opéré de changement de modèle de valorisation.

— Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas d'instrument financier évalué à la juste valeur selon un modèle de niveau 3.

## 11. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'est pas concernée.

## 12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016

— Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

### 12.1. Information sur les filiales

#### 12.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor est soumise aux restrictions suivantes :

— Contraintes réglementaires

Les filiales de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor.

— Contraintes légales

Les filiales de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

— Contraintes contractuelles

Contraintes liées à des garanties :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. Ce mécanisme est décrit dans la note 8 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

– Contrainte sur les actifs représentatifs des contrats en unités pour l'activité assurance

Les actifs représentatifs des contrats en unités de compte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor sont détenus au profit des souscripteurs des contrats.

### 12.1.2. Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015.

### 12.1.3. Opérations de titrisation et fonds dédiés

Les fonds dédiés consolidés sont :

- Finarmor gestion
- Armor Fonds Dédié
- Argoat Finances

En 2015 la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2015, titrisation autosouscrite consolidante.

## 12.2. Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de l'a Caisse régionale de Crédit Agricole des côtes d'Armor	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation (Siège social si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Établissement bancaire et financier								
Caisses Locales :	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale BEGARD	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale BELLE-ISLE	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale BROONS	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale CALLAC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale CAULNES	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale CHATELAUDREN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale CORLAY	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale DINAN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale ETABLES-S/-MER	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale GUINGAMP	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale JUGON-LES-LACS	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LA CHEZE	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LAMBALLE	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LANNION	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LANVOLLON	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LA ROCHE- DERRIEN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale LOUDEAC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale MAEL-CARHAIX	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLANCOET	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale MERDRIGNAC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale MONCONTOUR	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale MUR-UZEL	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PAIMPOL	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLELAN-LE-PETIT	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLENEUF	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLESTIN-LES- GREVES	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLOEUC-S/-LIE	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLOUARET	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLOUGUENAST	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLOUHA	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PONTRIEUX	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale QUINTIN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale ROSTRENEN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale SAINT-BRIEUC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale SAINT-NICOLAS	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale TREGUIER	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale MATIGNON	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale COLLINEE	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000

Caisse Locale PLEUBIAN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLERIN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale EVRAN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PLOUFRAGAN	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale YFFINIAC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Caisse Locale PERROS-GUIREC	Globale		France	Filiale	100,000	100,000	100,000	100,000
Sociétés de crédit-bail et location								
Sociétés de bourse								
Sociétés d'investissement								
Assurance								
Développement touristique-immobilier								
OPVCM								
Fonds UC								
OPCI								
SCI								
Divers								
FCT CREDIT AGRICOLE								
HABITAT 2015 COMPARTIMENT	Globale		France	Entité structurée contrôlée	100,000	100,000	100,000	100,000
CR822 COTES D'ARMOR								
FINARMOR Gestion	Globale		France	Entité structurée contrôlée	99,990	99,980	99,990	99,980
ARMOR FONDS DEDIE	Globale		France	Entité structurée contrôlée	99,997	99,997	99,997	99,997
ARGOAT FINANCES	Globale		France	Entité structurée contrôlée	99,990	99,990	99,990	99,990
(1) Entrée dans le périmètre								
Franchissement de seuil								
Création								
Acquisition (dont les prises de contrôle)								
Sortie de périmètre								
Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)								
Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle								
Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif								
Fusion absorption								
Transmission Universelle du Patrimoine								
Divers								
Changement de dénomination sociale								
Modification de mode de consolidation								
Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre								
Entité en IFRS 5								

### 13. Participations et entités structurées non consolidées

#### 13.1. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 734291 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 385437 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor détient des participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieur à 20 % mais dont la valeur au bilan est non significative.

#### 13.2. Entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

— Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

— Fonds de placement

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

— Entités sponsorisées

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas sponsorisé d'entités structurées non consolidées.

— Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

— Soutien financier apporté aux entités structurées



La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor n'a pas au cours de la période, volontairement apporté de soutien financier effectif ni d'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

– Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 l'implication de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor dans des entités structurées non consolidées, est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor dans les tableaux ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2016							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente								
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(en milliers d'euros)	31/12/2016							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente	2 229	2 229		2 229				
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	2 229	2 229	0	2 229	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions - Engagements par signature								

Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	54 499							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(en milliers d'euros)	31/12/2015							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente								
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(en milliers d'euros)	31/12/2015							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Actifs financiers disponibles à la vente	152 339	152 339		152 339				
Prêts et créances								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	152 339	152 339	0	152 339	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0

Total bilan des entités structurées non consolidées	3 300 677							
---	-----------	--	--	--	--	--	--	--

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

— Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de credit default swap pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

#### 14. Événements postérieurs au 31 décembre 2016

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole des Côtes d'Armor.

### IV. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### 1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

#### 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Estimations comptables :

- Votre Caisse Régionale constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes 1.3, 3.1, 4.8 et 6.5 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la Direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par dépréciations sur base individuelle et collective.

- Votre Caisse Régionale détient des positions sur titres et sur instruments financiers. La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à ces titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre Caisse Régionale et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Votre Caisse Régionale comptabilise des dépréciations sur des actifs financiers disponibles à la vente selon les modalités décrites dans la note 1.3 de l'annexe. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la Direction, relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des lignes les plus significatives, ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations. Nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans la note 6.4 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nantes, le 24 février 2017

KPMG Audit FS 1  
Franck Noël  
Associé

*Les commissaires aux comptes*

Rennes, le 24 février 2017

Acthéos  
Emmanuelle Rouxel  
Associée

## **V. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

**1701149**